

Droit de la sécurité sociale

Le revenu minimum garanti (RMG)

Textes mis à jour au 1^{er} septembre 2012

Sozialversicherungsrecht

Das garantierte Mindesteinkommen (RMG)

Stand: 1. September 2012



Droit de la sécurité sociale

Le revenu minimum garanti (RMG)

Textes mis à jour au 1^{er} septembre 2012

Version française des pages 1 à 70
Französische Version von Seite 1 bis 70

Version allemande des pages 71 à 140
Deutsche Version von Seite 71 bis 140

Impressum

Editeurs

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200
F +352 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu
Jean-Claude Reding, président
Norbert Tremuth, directeur
René Pizzaferrì, directeur

Impression

Imprimerie Watgen

Distribution

Librairie "Um Fieldgen Sàrl"
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T +352 48 88 93
F +352 40 46 22
info@libuf.lu

ISBN : 978-2-919888-77-3

Les informations contenues dans le présent ouvrage ne préjudicient en aucun cas aux textes légaux et à leur interprétation et application par les administrations étatiques ou les juridictions compétentes.

Le plus grand soin a été apporté à la rédaction de cet ouvrage. L'éditeur et l'auteur ne peuvent être tenus responsables d'éventuelles omissions et erreurs ou de toute conséquence découlant de l'utilisation de l'information contenue dans cet ouvrage.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés quelconques sont réservés pour tous les pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur/auteur de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Préface



Jean-Claude Reding
Président de la Chambre des salariés

La présente brochure a comme but de décrire de manière simple et pratique les démarches à entreprendre si l'on veut bénéficier des prestations en matière de revenu minimum garanti (RMG).

La loi sur le revenu minimum garanti a été introduite pour la première fois au Luxembourg en 1986. Par cette loi, le législateur a créé un droit à une assistance financière publique en faveur des personnes et des ménages dont les revenus n'atteignent pas un certain seuil, considéré comme minimum vital. Depuis son entrée en vigueur, la loi sur le revenu minimum garanti a été modifiée et améliorée à plusieurs reprises, la dernière fois en 2004. Ainsi, l'insertion dans la vie active des bénéficiaires revêt un caractère de plus en plus important. Cette préoccupation trouve son origine dans l'idée que l'exercice d'une activité rémunérée est le meilleur moyen d'accéder à une vie autonome où le citoyen n'a plus besoin du soutien public.

Toutefois, le RMG ne doit pas être conçu comme une aide octroyée exclusivement à ceux qui travaillent. Nombreux sont en effet ceux qui ne peuvent pas travailler parce qu'ils souffrent d'une incapacité ou simplement parce qu'ils sont déjà retraités. Le RMG a pour vocation de venir en aide également à ces personnes lorsque leurs revenus sont trop faibles.

Le RMG ne doit donc pas être confondu avec le salaire social minimum, qui est la compensation minimale légale de la prestation de travail accomplie par un salarié.

Le revenu minimum garanti est un outil efficace dans la lutte contre la pauvreté, parce qu'il permet de réduire au moins la pauvreté monétaire. Car bien que le Luxembourg soit souvent présenté comme un pays riche, il ne faut pourtant pas oublier qu'il existe également dans notre pays beaucoup de personnes qui sont exclues de la participation à cette richesse.

Luxembourg, septembre 2012



SOMMAIRE

	Introduction	7
	1 Qu'entend-on par le revenu minimum garanti ?	7
	2 Vous voulez savoir si vous avez droit au revenu minimum garanti	7
1	Quelles conditions devez-vous remplir ?	9
	1 La condition de résidence	11
	2 La condition d'âge	11
	3 La condition de revenu	11
2	L'indemnité d'insertion	13
	1 Quand est-ce que vous avez droit à l'indemnité d'insertion ?	15
	2 La détermination des revenus	15
	3 Le contrat d'insertion	15
	4 Les activités d'insertion professionnelle	16
	5 Quel est le montant de l'indemnité d'insertion ?	17
	6 Les aspects concernant le droit de travail	17
	7 La dispense de la participation aux activités d'insertion	18
	8 L'accompagnement social	18
3	L'allocation complémentaire	21
4	Quel est le montant de votre revenu minimum garanti ?	25
5	Quel est le montant de votre revenu brut total ?	29
	1 Les revenus pris en compte en totalité	31
	2 Les revenus pris partiellement en compte	31
	3 Les revenus non pris en compte	32
	4 Les revenus spéciaux	32
	5 Les abattements spéciaux, déductibles du revenu	34

6

Comment faire votre demande ?

37

- 1 Que contient le formulaire de demande ? 39
- 2 Quels documents faut-il joindre à la demande ? 39
- 3 Où présenter la demande ? 40

7

Que se passe-t-il après l'introduction de votre demande ?

43

- 1 La décision écrite 45
- 2 D'accord ou non ? 45

8

Les voies de recours

47

- 1 Comment procéder ? 49

9

Tout ce qu'il faut savoir sur le paiement

51

- 1 Quand et comment se fera le premier paiement ? 53
- 2 Quand est-ce qu'on procède à un recalcul de votre prestation ? 53
- 3 Quand est-ce que la prestation peut-elle être supprimée ? 54

10

Ce que vous devez savoir sur le remboursement

55

- 1 Quand est-ce que vous devez rembourser ? 57
- 2 Quel montant peut être exigé ? 57
- 3 Les actions et recours contre des tiers 58
- 4 Quand est-ce qu'il y a inscription d'une hypothèque ? 59

ANNEXES

60

La présente brochure vous expliquera, de manière compréhensible, le contenu de la loi sur le revenu minimum garanti (RMG).

Nous ne pouvons pas considérer tous les détails et, en cas de doute, ce sera toujours le texte de loi publié au Mémorial qui fera foi.

Vous avez également la possibilité de demander à tout moment conseil et aide auprès des conseillers professionnels. Vous trouverez une liste d'adresses détaillée de toutes les administrations compétentes en annexe.

Les prestations décrites sont octroyées tant aux personnes de sexe féminin que de sexe masculin, si elles remplissent les conditions. Ainsi, une expression comme « requérant » désigne aussi bien une femme qu'un homme.

INTRODUCTION

1. QU'ENTEND-ON PAR LE REVENU MINIMUM GARANTI ?

La première loi sur le revenu minimum garanti (RMG) a été adoptée en 1986. Elle a été modifiée plusieurs fois, la dernière modification fondamentale ayant eu lieu par la loi du 8 juin 2004. Le but de cette prestation de l'État est de venir en aide aux résidents de notre pays, dont les ressources sont inférieures à un seuil fixé par la loi. Le revenu minimum garanti consiste en une indemnité d'insertion, une allocation complémentaire ou le payement simultané des deux prestations. Il vous offre un soutien financier et social.

L'indemnité d'insertion, qui est liée à une activité d'insertion (aide à la recherche d'emploi, préparation et orientation en mesures, mesures d'emploi dans le secteur public et privé), est normalement payée aux personnes remplissant les conditions de base (voir page 9) et qui sont capables de travailler ou d'exercer un emploi. Les mesures professionnelles visées devraient permettre une réinsertion dans une vie autonome dans un emploi, sans soutien financier de l'État. Dans le cas où ceci n'est pas réalisable, ces personnes doivent être préservées de l'exclusion sociale par la participation à des mesures d'emploi d'intérêt général.

Cette participation est obligatoire et vous offre le droit au salaire social minimum, ainsi qu'à l'affiliation à l'assurance pension, à l'assurance maladie et à l'assurance dépendance. De cette manière peuvent être prises en charge également les périodes pendant lesquelles vous êtes sans ressources à défaut d'emploi.

Pour les autres personnes, une allocation complémentaire est prévue. Il est aussi possible, selon la composition de la communauté domestique, de combiner les deux prestations.

2. VOUS VOULEZ SAVOIR SI VOUS AVEZ DROIT AU REVENU MINIMUM GARANTI

Veuillez procéder comme suit :

- Vérifiez si vous remplissez toutes les conditions vous concernant (conditions de résidence, d'âge, de revenu) (voir page 9).

- Calculez votre revenu minimum garanti (voir page 25 et annexe 1 « Taux de base » page 60).
- Calculez ensuite le revenu brut total de votre communauté domestique (voir page 29).
- Comparez les deux montants en déduisant votre revenu brut total de votre revenu garanti minimum. Si la différence est positive, vous pouvez demander une aide financière. Si vous n'êtes pas sûr de l'exactitude de vos calculs, vous pouvez vous renseigner au préalable ou faire votre demande quand même. Il n'y aura pas de frais au cas où vos calculs s'avèrent erronés.
- Après examen de votre demande par les organismes compétents (Fonds national de solidarité - FNS ou Service national d'action sociale- SNAS), vous recevrez une information écrite. Celle-ci vous informera du calcul exact de votre allocation complémentaire et des conditions sous lesquelles les prestations vous seront accordées (voir page 43). Dans le cas d'un refus de votre demande, on vous informera aussi des raisons de ce refus.
- Si vous remplissez les conditions pour l'indemnité d'insertion (voir page 13), le Service national d'action sociale vous contactera.
- Vous avez à tout moment la possibilité de renoncer à votre demande, par exemple au cas où il y aurait des conditions qui ne vous plairaient pas. Mais vous avez aussi le droit de faire opposition contre la décision auprès du conseil arbitral des assurances sociales (voir page 47).
- Si vous acceptez, l'allocation complémentaire vous sera virée sur votre compte, rétro-activement à partir du premier du mois au cours duquel votre demande fut complète. Vous recevrez l'indemnité d'insertion à partir du jour où vous commencez à participer à une activité d'insertion. Elle vous sera payée à la fin du mois.

Attention ! En cas de changement de votre situation de domicile, de ménage ou de revenu, la prestation sera éventuellement adaptée (voir page 53). Vous êtes donc obligé d'en informer immédiatement l'organisme compétent. Si vous ne remplissez plus toutes les conditions, vous pouvez être déchu du droit aux prestations dans le cadre du RMG (voir page 54).

- Si vous avez reçu des prestations dans le cadre de l'allocation complémentaire, les montants payés peuvent être réclamés plus tard par l'organisme compétent en partie ou en totalité (diminués de certains montants exonérés) (voir page 57). Pour cette raison, le Fonds national de solidarité peut grever d'une hypothèque légale les immeubles vous appartenant (voir page 59).



QUELLES CONDITIONS DEVEZ-VOUS REMPLIR ?

1. La condition de résidence
2. La condition d'âge
3. La condition de revenu

Pour pouvoir bénéficier des prestations de la loi, vous devez remplir les conditions¹ suivantes :

1 LA CONDITION DE RÉSIDENCE

Être autorisé à vivre sur le territoire du grand-duché de Luxembourg, y être domicilié et y résider effectivement.

Si vous n'êtes pas ressortissant du Luxembourg ou d'un autre État membre de l'UE ou de l'EEE² ou de la Suisse, et si vous n'êtes pas apatride au sens de la Convention de New York, ni réfugié politique au sens de la Convention de Genève, vous devez avoir résidé au Luxembourg pendant au moins 5 ans pendant les 20 dernières années.

Ne sont pas visés par cette condition de résidence les membres de la famille du ressortissant luxembourgeois, du ressortissant d'un autre État membre de l'UE ou d'un autre État membre de l'EEE ou de la Suisse, quelle que soit leur nationalité.

Toutefois, le ressortissant de l'UE ou d'un autre État de l'EEE ou de la Suisse, ou un membre de sa famille, quelle que soit sa nationalité, n'a pas droit aux prestations en matière de RMG durant les 3 premiers mois de son séjour sur le territoire ou durant la période où il est à la recherche d'un emploi s'il est entré à ces fins sur le territoire.

Cette dérogation ne s'applique cependant pas aux travailleurs salariés ou non-salariés ou aux membres de leur famille, quelle que soit leur nationalité.

2 LA CONDITION D'ÂGE

Avoir au moins 25 ans.

Exceptions :

- vous élevez un enfant pour lequel vous touchez des allocations familiales ;
- vous êtes majeur et soignez une personne qui est atteinte d'une infirmité grave et qui a besoin d'aide constante d'une tierce personne ;
- suite à une maladie ou un handicap, votre revenu global est inférieur à la limite de revenu fixée par la loi.

3 LA CONDITION DE REVENU

Vous n'avez pas de revenu ou vous disposez d'un revenu inférieur au revenu minimum fixé par la loi, et ceci, soit individuellement, soit ensemble avec d'autres personnes appartenant à votre communauté domestique.

En outre, il faut que vous soyez disposé à épuiser toutes les possibilités qui vous sont offertes par les lois luxembourgeoises ou étrangères (p.ex. si vous avez droit à une pension d'un autre pays), pour améliorer votre situation.

¹ RMG, article 2

² Espace économique européen (pays de l'UE plus Islande, Norvège et Liechtenstein)

ATTENTION !!!**VOUS N'AVEZ PAS LE DROIT AU REVENU MINIMUM GARANTI
DANS LES CAS SUIVANTS³ :**

- Si vous avez résilié délibérément et sans raison apparente et fondée votre contrat de travail, ou si vous avez été licencié pour faute grave, l'autorité compétente peut vous refuser le revenu minimum garanti. Dans ce cas, une nouvelle demande ne peut être introduite qu'après un délai de 3 mois après réception du refus.
- Si vous avez refusé de participer à une activité d'insertion organisée par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) ou si vous avez renoncé à un emploi assigné par l'ADEM, le revenu minimum garanti peut vous être refusé.
- Si vous avez pris du congé sans solde ou si votre temps de travail a été réduit sur votre propre initiative, vous n'avez pas le droit au revenu minimum garanti, à moins que l'administration compétente ne reconnaisse les raisons que vous présentez comme justifiées.
- Vous ne pouvez pas toucher le revenu minimum garanti pendant la détention préventive ou pendant une peine privative de liberté, sauf dans le cas d'un régime de semi-liberté ou de suspension de peine.

Dans le cas d'un refus ou d'une renonciation, une nouvelle demande ne peut être introduite qu'après un délai de 3 mois à partir de la date de la notification du refus.

³ RMG, article 3

L'INDEMNITÉ D'INSERTION

1. Quand est-ce que vous avez droit à l'indemnité d'insertion ?
2. La détermination des revenus
3. Le contrat d'insertion
4. Les activités d'insertion professionnelle
5. Quel est le montant de l'indemnité d'insertion ?
6. Les aspects concernant le droit de travail
7. La dispense de la participation aux activités d'insertion
8. L'accompagnement social

L'idée de l'indemnité d'insertion est basée sur la conviction que l'exercice d'une activité rémunérée est sûrement la voie la plus directe vers une vie indépendante, non assistée. Voilà donc la raison pour laquelle on attribue une importance capitale à la recherche d'un emploi ou d'une activité, ainsi qu'à l'obtention d'aptitudes professionnelles et générales à travers des mesures d'emploi, pour ceux qui sont capables de travailler et qui ont moins de 60 ans.

Le bénéficiaire devrait développer un sens d'initiative et chercher lui-même à quitter l'assistance sociale, mais il reçoit un soutien actif pour le faire.

1 QUAND EST-CE QUE VOUS AVEZ DROIT À L'INDEMNITE D'INSERTION ?⁴

Pour bénéficier de l'indemnité d'insertion, vous devez être majeur et remplir, en plus des conditions générales (voir page 11), les conditions spécifiques suivantes :

- être âgé de moins de 60 ans, à moins que vous ne remplissiez pas encore, à 60 ans, les conditions requises pour bénéficier d'une pension de vieillesse anticipée ;
- être capable de et disponible à participer aux activités d'insertion décrites ci-après ;
- ne pas toucher d'indemnité de chômage, ni participer à des mesures organisées par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).

Pour avoir droit à l'indemnité d'insertion, vous devez signer un contrat d'insertion avec le Service national d'action sociale (SNAS), participer aux activités professionnelles d'insertion et, s'il n'y a pas de dispense, rester disponible pour le marché d'emploi, et, en outre, être prêt à accepter tous les emplois qui vous seront assignés par l'ADEM ou le SNAS.

2 LA DÉTERMINATION DES REVENUS

Pour le calcul de vos ressources disponibles, lors de la demande d'une indemnité d'insertion, les ressources suivantes sont considérées :

- le revenu professionnel ;
- le revenu de remplacement en vertu de la législation luxembourgeoise ou étrangère ;
- les allocation(s) d'éducation et allocation(s) de maternité ;

de vous-même et des personnes majeures qui vivent avec vous en communauté domestique. Ces revenus ne seront pourtant pas pris en compte jusqu'à concurrence de 30% du revenu minimum garanti du ménage. On dit aussi qu'ils sont immunisés à 30%.

3 LE CONTRAT D'INSERTION⁵

Un contrat d'insertion sera signé entre le requérant et le Service national d'action sociale. Il est élaboré au vu de votre situation sanitaire, sociale, scolaire, professionnelle et financière, et comprend les informations suivantes :

⁴ RMG, article 6

⁵ RMG, article 8

- tous les éléments utiles à l'élaboration d'un projet visant votre insertion professionnelle, respectivement votre intégration sociale ;
- la nature des engagements réciproques et le calendrier des différentes démarches et activités d'insertion qu'implique la réalisation de ce projet, ainsi que les conditions selon lesquelles les résultats seront évalués ensemble avec vous ;
- la nature des facilités qui pourront vous être offertes pour vous aider dans vos démarches et vos efforts ;
- les modalités pratiques selon lesquelles vous serez affecté à un organisme, dont surtout la façon de l'activité, de début et la fin de l'affectation, la nature du travail à fournir et le nombre d'heures. Ces modalités se trouvent dans une annexe au contrat d'insertion, qui doit également être signé par l'organisme d'affectation concerné.

La durée du contrat d'insertion ne peut excéder douze mois. En cas de nécessité, le contrat peut pourtant être renouvelé à tout moment par le SNAS.

Exception :

Pendant la durée du contrat d'insertion, le FNS contrôle les ressources du bénéficiaire de l'indemnité d'insertion, conformément aux dispositions du chapitre 5 « Quel est le montant de votre revenu brut total ? ».

Au cas où il en ressortirait que la somme des revenus ainsi déterminée, après déduction de l'indemnité d'insertion effectivement reçue, dépasse les limites maximales du revenu minimum garanti, le SNAS ne renouvellera plus le contrat venu à expiration.

4 LES ACTIVITÉS D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Il y a 3 différentes sortes d'activités d'insertion professionnelle :

1. préparation et recherche assistées d'une activité professionnelle rémunérée ou d'une activité sous 2. et 3., pendant une période maximale de 3 mois. Le SNAS peut établir un bilan de vos compétences professionnelles et sociales, le cas échéant en collaboration avec d'autres institutions de droit public ou privé œuvrant dans le domaine de la formation professionnelle continue ;
2. affectation temporaire à des travaux d'utilité collective auprès de l'État, des communes, des établissements publics, des établissements d'utilité publique, ou tout autre organisme ou association d'utilité publique poursuivant un but non lucratif ;
3. stage en entreprise.

La durée des activités visées sous 2. et 3. est normalement de 40 heures par semaine.

Si vous suivez une des activités décrites ci-dessus, vous pouvez aussi être autorisé à participer à des cours, des formations ou des stages, pour acquérir ainsi des qualifications professionnelles ou pour les améliorer.

De plus, vous pouvez être obligé, sur proposition du Contrôle médical de la sécurité sociale, à participer à des cures, traitements ou autres mesures de réhabilitation, afin de rétablir ou d'améliorer vos capacités de travail.

5 QUEL EST LE MONTANT DE L'INDEMNITÉ D'INSERTION ?⁶

L'indemnité d'insertion correspond au taux horaire du salaire social minimum pour un travailleur non qualifié, donc à l'heure actuelle (1^{er} septembre 2012) 10,4132 €. Dans le cas d'un stage en entreprise, le salaire social minimum qualifié peut être payé si les conditions légales sont remplies.

Note : Ce montant augmentera de 2,5% au 1^{er} octobre 2012 en raison de l'indexation et sera revalorisé le 1^{er} janvier 2013.

L'indemnité d'insertion est soumise aux charges sociales (assurance pension, assurance maladie et assurance dépendance). Le FNS prend à sa charge la part patronale des charges sociales.

L'indemnisation d'insertion peut être cédée, mise en gage et saisie, dans le cadre des limites prévues par les dispositions légales et réglementaires.

6 LES ASPECTS CONCERNANT LE DROIT DE TRAVAIL

Pour les activités d'insertion, les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée du travail sont applicables pour ce qui est des horaires de travail, du congé, du travail de nuit, du repos hebdomadaire, du travail à temps partiel, des jours fériés, de la sécurité sur le lieu du travail, du travail des femmes, des enfants, des jeunes, ainsi que des dispositions de la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail.

La loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail n'est pourtant pas applicable.

CAS SPÉCIAL

Si une entreprise du secteur privé ou un établissement public, fonctionnant sous le droit privé, ou une association sans but lucratif (a.s.b.l.) engage le bénéficiaire d'une indemnité d'insertion moyennant contrat de travail, le FNS peut participer aux frais correspondants, jusqu'à hauteur du salaire social minimum pour un travailleur non qualifié (plus la part patronale des charges sociales) pour la durée de l'engagement. Est considérée comme durée maximale une période de 36 mois ou 42 mois, s'il s'agit d'une personne du sexe sous-représenté dans ce secteur d'activité ou dans cette profession.

⁶ RMG, article 6

7 LA DISPENSE DE LA PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS D'INSERTION

Le SNAS a la possibilité de vous dispenser, le cas échéant, sur avis du service de santé au travail ou du Contrôle médical de la sécurité sociale, partiellement ou entièrement de la participation à une ou plusieurs activités d'insertion :

- si vous élevez un enfant pour lequel vous touchez des allocations familiales et si la participation aux activités avait des influences négatives sur le développement de l'enfant ;
- si vous soignez une personne atteinte d'une infirmité grave ;
- si les activités s'avèrent négatives pour vous, à cause de votre état de santé physique ou psychique ou de votre situation sociale ou familiale ;
- si vous poursuivez des études universitaires ou si vous êtes en train de suivre une formation professionnelle, et si, de ce fait, selon votre bilan de compétences, vos chances d'une intégration professionnelle sur le marché normal de l'emploi s'améliorent.

Pendant la durée de la dispense, vous avez droit à une allocation complémentaire conformément aux dispositions suivantes. Il en est de même, si vous avez signé un contrat d'insertion et, faute de poste de travail approprié, vous n'avez pas encore pu participer à une activité d'insertion au bout de trois mois.

ATTENTION !!!

MESURES EN CAS DE NON-RESPECT DU CONTRAT D'INSERTION

Si vous ne respectez pas le contrat d'insertion, ou si, par votre comportement, vous compromettez le déroulement normal des mesures d'insertion et, si vous mettez ainsi en danger vos chances à une insertion, le SNAS vous notifiera un avertissement.

Si vous refusez de donner suite à cet avertissement, vous pouvez perdre le droit à l'indemnité d'insertion et éventuellement le droit à l'allocation complémentaire.

Vous pouvez perdre le droit à la prestation, même sans avertissement, si vous commettez une faute grave pendant l'activité d'insertion.

Si on a dû vous retirer trois fois l'indemnité d'insertion, l'indemnité d'insertion peut vous être refusée par l'organisme compétent. Cette suspension de l'octroi peut durer jusqu'à douze mois.

8 L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Si vous êtes bénéficiaire de l'indemnité d'insertion ou dispensé des activités d'insertion, vous avez, sur demande, le droit à un accompagnement social adapté à votre situation et à vos besoins. Le SNAS veille à la réalisation de ce droit et assure, le cas échéant, la coordination des allocations des différents services régionaux.

Cet accompagnement social est censé favoriser votre insertion sociale et celle des membres de votre communauté domestique. Elle comprend l'établissement d'un diagnostic précis de votre situation et de vos besoins.

On vous conseillera et, tout en respectant votre libre choix, on vous proposera les moyens les plus appropriés à vos besoins. En outre, on vous orientera, si besoin en est, vers les services et les personnes qui peuvent vous assurer les aides nécessaires.

**Si vous avez des questions, veuillez vous adresser aux interlocuteurs compétents.
Vous trouverez les adresses et les numéros de téléphone dans l'annexe 3
« Adresses utiles ».**

L'ALLOCATION COMPLÉMENTAIRE

Pour bénéficier de l'allocation complémentaire, vous devez remplir les conditions générales. Si vous remplissez en même temps les conditions pour toucher une indemnité d'insertion, vous devez également faire une demande pour l'obtention de celle-ci.

La demande est adressée à l'office social de la commune dans laquelle vous êtes domicilié, ou vous envoyez la demande à l'adresse figurant sur le formulaire (adresse postale commune du Fonds national de solidarité - FNS et du Service national d'action sociale- SNAS).

L'allocation complémentaire vous sera payée par l'office social compétent ou par le FNS.

La cotisation pour l'assurance dépendance (1,40% après déduction d'un quart du salaire minimum), ainsi que la cotisation pour prestations en nature de l'assurance maladie⁷, seront déduites. La part patronale est prise en charge par le Fonds national de solidarité.

Si vous justifiez d'une affiliation obligatoire depuis au moins 25 ans à l'assurance pension, et si ne pouvez pas demander l'indemnité d'insertion, il y aura aussi paiement de cotisations à l'assurance pension sur l'allocation complémentaire. Dans ce cas, la part de l'assuré et la part patronale sont prises en charge par le FNS.

⁷ actuellement 2,80%

4

QUEL EST LE MONTANT DE
VOTRE REVENU MINIMUM
GARANTI ?

Le montant de votre revenu minimum garanti⁸ dépend de la composition de votre communauté domestique, c'est-à-dire du nombre des ayants droit qui vivent ensemble avec vous :

- si vous habitez seul, votre revenu minimum garanti est de 1.283,24 €⁹ brut ;
- si vous vivez avec une personne adulte ayant droit, le revenu minimum garanti du ménage est de 1.924,86 € brut ;
- s'il y a encore d'autres personnes vivant dans le ménage, le revenu minimum garanti est majoré comme suit :

367,15 € pour chaque adulte supplémentaire;

116,66 € pour chaque enfant pour lequel vous touchez des allocations familiales.

Note : Ces montants augmenteront de 2,5% au 1^{er} octobre 2012 en raison de l'indexation et seront ajustés au début de 2013 suite à la revalorisation du salaire social minimum.

Si vous payez un loyer pour votre logement, vous avez le droit à une allocation de loyer qui est égale à la différence entre votre loyer et 10% de votre revenu minimum garanti, sans que cette allocation puisse excéder 123,95 €. L'allocation de loyer n'est ni imposable, ni cotisable.

Exemple :

Communauté domestique : 2 adultes + 3 enfants.

Le revenu minimum garanti de ce ménage est calculé comme suit :

Premier adulte : 1.283,24 €

Deuxième adulte : 641,62 €

3 enfants (3 x 116,66 €) : 349,98 €

Total : 2.274,84 €

Si cette communauté domestique paye un loyer de 700 €, elle a également droit à une allocation de loyer de 123,94 € (700 – 227,48¹⁰ = 472,52 € ; mais au maximum 123,94 €).

Dans ce cas, le revenu minimum garanti serait de 2.398,78 € (2.274,84 € + 123,94 €).

PRÉCISIONS : QUI EST MEMBRE DE VOTRE MÉNAGE ?

En principe sont considérées comme membres de votre communauté domestique¹¹, toutes les personnes qui vivent avec vous sous le même toit et de ressources communes.

Si un de vos enfants ayant droit vit temporairement en dehors de votre ménage, il peut quand même être pris en compte, sauf pour le cas où la durée du placement dépasse un an.

Si vous vivez dans une institution sociale (maison de retraite, hospice, foyer, centre d'accueil pour femmes...) vous serez considéré, le cas échéant ensemble avec votre conjoint, partenaire¹² ou vos enfants, comme formant une communauté domestique. Il en est de même lors d'une hospitalisation, si vous êtes hospitalisé en tant que cas de simple hébergement, qui n'est pas pris en charge par la caisse de maladie.

8 RMG, article 5(1)

9 voir annexe 1 « Taux de base » page 60

10 10% de 2.274,84 €

11 RMG, article 4(1) - (4)

12 au sens de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats

Une situation spéciale surgit lorsque le revenu des personnes appartenant à votre communauté domestique est trop élevé de sorte que vous n'avez pas droit à une allocation complémentaire. Le législateur a prévu 3 cas, dans lesquels vous pouvez alors, le cas échéant ensemble avec votre conjoint et vos enfants, être considéré comme formant seul une communauté domestique dans le ménage des autres. De cette manière, on évite que les autres personnes ne soient prises en compte pour le calcul de votre allocation complémentaire.

Les trois cas sont les suivants :

- vous vivez dans la communauté domestique de vos enfants majeurs ;
- vous êtes majeur, mais incapable de travailler pour cause de maladie ou d'invalidité et vous vivez dans la communauté domestique de vos parents, grands-parents ou frères et sœurs ;
- vous êtes majeur et avez été recueilli dans une communauté domestique pour laquelle vous créez des charges. Il en est de même pour les personnes recueillies dans le cadre de l'accompagnement social.¹³

¹³ voir « L'accompagnement social », page 18



5

QUEL EST LE MONTANT DE VOTRE REVENU BRUT TOTAL ?

1. Les revenus pris en compte en totalité
2. Les revenus pris partiellement en compte
3. Les revenus non pris en compte
4. Les revenus spéciaux
5. Les abattements spéciaux, déductibles du revenu

Pour la détermination des ressources, on prend en compte le revenu brut intégral et la fortune.

Sont considérés comme **revenus**¹⁴ tous les montants, que vous ou les membres de votre communauté domestique touchent sous forme de salaires, prestations sociales, pensions alimentaires ou provenant d'autres sources. Selon la nature du revenu, ces montants seront pris en compte en total, en partie ou pas du tout pour le calcul de votre allocation complémentaire.

Sont considérés comme éléments de votre **fortune**¹⁵ : les dépôts sur livret d'épargne, titres, prêts, objets de valeur, ainsi que les terrains bâtis et non bâtis.

1 LES REVENUS PRIS EN COMPTE EN TOTALITÉ

Ce sont entre autres :

- les revenus de biens mobiliers et immobiliers (p.ex. loyers, intérêts ou dividendes) ;
- les aides alimentaires, que votre conjoint séparé ou divorcé est obligé de vous payer.

2 LES REVENUS PRIS PARTIELLEMENT EN COMPTE

Ce sont :

- les salaires et traitements ;
- les pensions et rentes ;
- les indemnités de chômage ;
- les rentes d'accident ;
- les rentes partielles d'accident ;
- les aides alimentaires que vous touchez de vos ascendants ou descendants ;
- l'indemnité pécuniaire de maladie ;
- l'indemnité de congé de maternité ;
- les allocations de maternité et d'éducation ;
- l'indemnité de congé parental ;
- l'indemnité d'insertion.

Ces revenus sont partiellement « immunisés » ou « bloqués », c'est-à-dire vous avez le droit à un certain abattement. Celui-ci correspond à 30% de votre revenu minimum garanti.

Par le mécanisme d'« immunisation », une partie de votre revenu n'est donc pas prise en compte. On peut dire aussi que les revenus susmentionnés sont seulement pris en compte pour le calcul de l'allocation s'ils dépassent 30% de votre revenu minimum. Dans l'exemple ci-après, vous pouvez gagner jusqu'à 647,45 €, sans que votre allocation complémentaire diminue.

¹⁴ RMG, article 19

¹⁵ RMG, article 20

Si votre revenu global comprend plusieurs montants de cette catégorie de revenus, la partie immunisée sera calculée sur la somme de ces montants.

Exemple :

Vous habitez avec votre conjoint et 2 enfants. Votre revenu minimum s'élève donc à 2.158,18 €. Supposons en outre que vous travaillez et que vous avez comme seul revenu un salaire mensuel moyen de 1.900 € brut.

Pour le calcul de votre allocation complémentaire, ce revenu mensuel ne sera pas pris en compte dans sa totalité, mais d'abord diminué de 30% de votre revenu minimum (donc $2.158,18 \text{ €} \times 0,30 = 647,45 \text{ €}$). Ce qui donne dans notre exemple :

$$1.900 \text{ €} - 647,45 \text{ €} = 1.252,55 \text{ €}$$

Si vous déduisez ce montant de votre revenu minimum, vous obtiendrez le montant brut de votre allocation complémentaire, c.-à-d. :

$$2.158,18 \text{ €} - 1.252,55 \text{ €} = 905,63 \text{ €}.$$

3 LES REVENUS NON PRIS EN COMPTE

Ce sont :

- les aides financières de l'État, ainsi que les secours bénévoles des offices sociaux (allocation de vie chère, allocation de chauffage, paiements uniques...) ou d'œuvres sociales privées ;
- quelques aides familiales (allocations de naissance et de rentrée scolaire, allocations familiales, y incluse la majoration pour enfants handicapés) ;
- les prestations en espèces de l'assurance dépendance ;
- le revenu professionnel de l'enfant qui a moins de 25 ans, jusqu'à concurrence du revenu minimum garanti pour le premier adulte¹⁶.

4 LES REVENUS SPÉCIAUX

À côté des catégories de revenus énumérées, il y a encore 3 catégories de revenus spéciaux :

- les prestations en nature¹⁷ ;
- les rentes viagères¹⁸ ;
- la valeur locative de votre maison¹⁹.

Les prestations en nature peuvent être imputées, si vous vivez dans la communauté domestique de personnes qui ne sont pas des ayants droit. On assume alors que vous accomplissez des petits travaux dans le ménage de votre foyer d'accueil (travaux de ménage, garde d'enfants...) que vos hôtes vous rémunèrent sous forme de prestations en nature comme nourriture et logement. Le montant de cette somme s'oriente à la valeur moyenne pour les prestations en nature fixée dans la législation fiscale, c.-à-d. actuellement 150 €.

¹⁶ 1.283,24 € au 1^{er} septembre 2012

¹⁷ RMG, article 19(2)

¹⁸ RMG, article 20(1)

¹⁹ RMG, article 20(5)

La rente viagère est un montant théorique, qui se calcule par la conversion de votre fortune. Cette conversion se fait en multipliant la « valeur » de votre fortune par un certain coefficient. Le problème consiste à définir la « valeur » de la fortune. Pour ceci, la loi prévoit le mécanisme suivant :

- pour les biens mobiliers, on applique leur valeur nominale ou vénale, après déduction d'un abattement de 2.478,94 €, indice 100, actuellement 18.290,36 €²⁰ ;
- pour les biens immobiliers, le calcul de la « valeur » de votre fortune se fait de la manière suivante²¹ :
 - quand il s'agit de terrains agricoles ou forestiers, la valeur unitaire déterminée par l'Administration des contributions est multipliée par le coefficient « 60 » ;
 - pour tous les autres immeubles, on multiplie par un coefficient de « 100 ». Si vous contestez la valeur ainsi calculée, elle peut être déterminée par un expert.

Après le calcul de votre fortune selon la manière décrite ci-dessus, la valeur est encore multipliée par le coefficient²² correspondant et divisée par 12, ce qui donne la rente viagère mensuelle.

Si la rente viagère est supérieure à 150% de votre revenu minimum, il en sera tenu compte en totalité. Si, par contre, elle est inférieure, vous pouvez demander que la valeur de vos biens immobiliers ne soit pas prise en compte pour le calcul de votre allocation complémentaire.²³

Exemple :

Supposons que votre communauté domestique comprend 2 adultes mariés²⁴ et deux enfants. Votre revenu minimum serait de 2.158,18 €. Vous possédez une maison, dont la valeur unitaire a été fixée à 1.500 € par l'Administration des contributions, et des terrains, dont la valeur unitaire est de 1.000 €.

Supposons que vous ayez 50 ans.

Calcul de la rente viagère :

- Valeur des terrains : $1.000 \text{ €} \times 60 = 60.000 \text{ €}$
- Valeur de la maison : $1.500 \text{ €} \times 100 = 150.000 \text{ €}$
- Total de votre fortune : 210.000 €
- Rente viagère : $210.000 \text{ €} \times 0,0507 : 12 = 887,25 \text{ €}$

Calcul de l'allocation complémentaire :

- la rente viagère est inférieure à 150% de votre revenu minimum. Vous pouvez donc demander qu'elle ne soit pas imputée.

²⁰ RMG, article 20(2)

²¹ RMG, article 20(3)

²² Règlement grand-ducal du 16 janvier 2001

²³ voir aussi « Quand est-ce qu'il y a une inscription d'une hypothèque » page 59

²⁴ Cette précision est importante dans la mesure où il y a des coefficients différents pour personnes mariées et non mariées.

5 LES ABATTEMENTS SPÉCIAUX, DÉDUCTIBLES DU REVENU

À côté des abattements résultant de l'« immunisation » décrite ci-dessus, seront aussi déduits intégralement de votre revenu les montants que vous payez sous forme d'aides alimentaires à des parents qui ne font pas partie de votre communauté domestique.

Ces montants seront déduits de vos revenus (y inclus des montants théoriques, comme les prestations en nature). Ceci peut se faire même après une « immunisation » déjà effectuée sur les revenus en question.

Exemple :

Vous vivez seul avec vos 2 enfants (loyer : 700 €) et vous recevez de votre mari divorcé une aide alimentaire personnelle de 450 €, ainsi que 140 € pour chaque enfant. Vous travaillez à temps partiel, ce qui vous rapporte 600 € par mois.

• revenu minimum :	1.516,56 € ²⁵
• partie immunisée :	454,97 € ²⁶
• revenu immunisable :	880 € ²⁷
• revenus pris en compte intégralement :	450 €
• revenu brut total pris en compte (après déduction de la partie immunisable) :	875,03 € ²⁸
• allocation loyer :	123,94 € ²⁹
vosre allocation complémentaire brute serait la suivante :	765,47 € ³⁰

PRÉCISIONS : L'IMPUTATION DES AIDES ALIMENTAIRES

Comme expliqué ci-dessus, les aides alimentaires réglementées par le Code civil sont prises en compte en totalité ou partiellement.

Le demandeur/bénéficiaire est obligé de faire valoir ses droits envers le débiteur. Si ce dernier ne s'acquitte pas du tout, ou seulement en partie, de ses obligations alimentaires, le créancier doit faire valoir ses droits, après y avoir été invité par le FNS.

Cependant, aucune aide alimentaire ne peut être exigée de la part du père ou de la mère, ou bien de la part du père ou de la mère adoptifs, pour un enfant ou un enfant adoptif ayant l'âge de 30 ans.

Le 1^{er} du mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le FNS reporte la fixation et la mise en compte de l'aide alimentaire pour 6 mois. La durée peut être prolongée si le créancier n'a pas encore obtenu le paiement de l'aide alimentaire.

Si le créancier refuse de faire valoir ses droits envers le débiteur, l'administration compétente peut fixer le montant de l'aide alimentaire, après avoir constaté que le débiteur d'aliments est

25 1.283,24 € + (2 x 116,66 €) voir aussi annexe 1 « Taux de base » page 60

26 30% de 1.516,56 €

27 revenu professionnel + pension alimentaire pour les enfants (600 € + 280 €)

28 880 € - 454,97 € + 450 € (pension alimentaire personnelle)

29 700 € - 151,66 € (10% de 1.516, 56 €) = 548,34 €, donc supérieur à 123,94 €

30 1.516, 56 € - 875,03 € + 123,94 €

en mesure de payer l'aide alimentaire. Ce montant sera ensuite pris en compte comme revenu du requérant.

Si le créancier, en dépit de toutes les démarches, ne reçoit pas l'aide alimentaire du débiteur, le Fonds national de solidarité peut ensuite agir en justice pour le recouvrement de celle-ci auprès du débiteur, à la place du créancier.

L'action en justice ne peut pas se faire contre des personnes dont le revenu imposable est inférieur à trois fois le salaire social minimum. En outre, le montant faisant l'objet de l'action ne peut pas dépasser le montant du salaire social minimum.

Ces limites ne s'appliquent pourtant pas si le débiteur est un époux séparé de fait, un époux en instance de divorce, un conjoint séparé de corps, un conjoint divorcé, un partenaire³¹ ou un ex-partenaire ou le parent direct au 1^{er} degré d'un enfant mineur.

Si vous avez des questions concernant le calcul de votre allocation complémentaire, veuillez contacter les interlocuteurs du Fonds national de solidarité. Vous trouverez l'adresse et le numéro de téléphone en annexe 3 « Adresses utiles ».

³¹ au sens de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats



COMMENT FAIRE VOTRE DEMANDE ?

1. Que contient le formulaire de demande ?
2. Quels documents faut-il joindre à la demande ?
3. Où présenter la demande ?

IMPORTANT

Le revenu minimum garanti consiste dans le paiement soit de l'indemnité d'insertion, soit de l'allocation complémentaire au revenu minimum garanti, soit dans une combinaison des deux prestations. Toutes les prestations sont demandées sur un seul formulaire, qui sera traité par les autorités compétentes (SNAS, FNS).³²

Si vous voulez donc demander une indemnité d'insertion ou une allocation complémentaire, veuillez contacter :

- l'office social de votre commune de résidence, ou
- le Fonds national de solidarité, ou
- le Service national d'action sociale.

Vous y recevrez le formulaire de demande, et des collaborateurs compétents vous aideront à le remplir.

1 QUE CONTIENT LE FORMULAIRE DE DEMANDE ?

Ce formulaire contient toutes les questions relatives à :

- vos qualités ;
- votre droit aux prestations ;
- vos revenus ;
- votre situation de fortune ;
- votre situation de logement ;
- votre situation de travail ;
- votre assurance maladie ;
- des informations similaires.

S'il y a d'autres personnes vivant dans votre communauté domestique, les mêmes renseignements sont demandés sur leur situation.

2 QUELS DOCUMENTS FAUT-IL JOINDRE À LA DEMANDE ?

Différents documents sont à joindre à la demande, à savoir :

- Pièces justificatives concernant le début de votre allocation :
 - un certificat de résidence d'une ou de plusieurs communes, à moins que vous ne soyez apatride ou réfugié politique, pour chaque personne faisant partie de votre communauté domestique, et qui demande une allocation complémentaire. Pour les enfants il suffit de joindre un certificat de leur résidence au moment de la demande ;

³² RMG, article 17

- un certificat de l'administration communale concernant la composition de votre communauté domestique ;
- un certificat de la Caisse nationale des prestations familiales pour chaque enfant, attestant qu'il a droit aux allocations familiales.

En plus, chaque demandeur doit être en possession d'une carte de séjour valide, s'il est ressortissant d'un des États membres de l'UE ou de l'EEE, sinon, il faut qu'il prouve qu'il a été en séjour régulier dans le pays pendant les 5 dernières années.

- Documents à fournir si vous avez moins de 60 ans, et que vous pouvez fournir éventuellement plus tard :
 - si vous travaillez, une attestation d'affiliation obligatoire à une caisse de pension ;
 - ou, si vous ne travaillez pas, un document de votre caisse de pension ou de l'assurance contre les accidents, certifiant que vous touchez une pension d'invalidité ou une rente plénière ;
 - un certificat de la caisse de pension attestant que vous remplissez les conditions de stage pour l'obtention d'une pension de vieillesse ;
 - sinon, un certificat de l'ADEM, que vous y êtes inscrit comme demandeur d'emploi, ou un certificat du Service national d'action sociale, prouvant que vous êtes momentanément dispensé de l'obligation au travail ;
 - un certificat du Service national d'action sociale, que vous ne remplissez pas les conditions pour participer à une activité d'insertion, ou que vous en êtes momentanément dispensé.

Pour chaque demandeur en dessous de 60 ans, qui, à cause d'une incapacité de travailler a été dispensé de la condition d'âge, ou qui devrait être dispensé à long terme de l'obligation au travail, un certificat du Contrôle médical de la sécurité sociale peut être demandé.

- Pièces justificatives que vous devez joindre si vous avez moins de 25 ans (selon le cas) :
 - un certificat médical qui confirme que vous n'êtes pas capable de gagner votre vie à cause de maladie ou d'invalidité ;
 - un certificat de la Caisse nationale de santé ou d'un médecin, attestant que vous soignez une personne invalide bénéficiant de l'assurance dépendance ou gravement malade.

3 OÙ PRÉSENTER LA DEMANDE ?³³

La demande est normalement envoyée à l'adresse inscrite sur le formulaire. Il s'agit d'une adresse commune du Fonds national de solidarité et du Service national d'action sociale.

Avec votre signature en tant que demandeur d'une indemnité d'insertion, vous permettez au SNAS de vérifier si vous avez également droit à une allocation complémentaire, et de transmettre votre demande au FNS.

Vous pouvez aussi présenter votre demande auprès de l'Office social de votre commune³⁴.

Les offices sociaux sont obligés par la loi de vous informer par écrit du début et de la durée du paiement de votre allocation, et ce au plus tard 30 jours après l'introduction de votre demande, ensemble avec les pièces justificatives. Ensuite, votre demande sera transmise au FNS.

³³ RMG, articles 22-24

³⁴ RMG, article 22

En cas d'urgence exceptionnelle³⁵, le président de l'Office social ou le Commissaire de gouvernement auprès du SNAS peuvent même prendre une décision endéans les 24 heures.

Dans les faits, tous les autres organismes travaillant dans le domaine social (centre médico-social, services de proximité de la Croix-Rouge, centres thérapeutiques, centres d'accueil de nuit et de jour, etc.) peuvent se charger de l'établissement des demandes.

Le Fonds national de solidarité représente en quelque sorte la caisse centrale du revenu minimum garanti. Toutes les demandes lui sont transmises. Le Fonds national de solidarité dispose légalement d'un délai de 3 mois, endéans lequel il doit répondre aux demandes lui transmises directement.

³⁵ RMG, article 24



QUE SE PASSE-T-IL APRÈS L'INTRODUCTION DE VOTRE DEMANDE ?

1. La décision écrite
2. D'accord ou non ?

1 LA DÉCISION ÉCRITE

Votre demande sera traitée par les fonctionnaires compétents. Après réception de toutes les pièces justificatives, dès que les calculs seront faits, l'autorité compétente prendra une décision.

On vous informera par écrit, si un contrat d'insertion sera conclu avec vous et si vous avez droit à une allocation complémentaire, et on vous en communiquera le montant. Les différents éléments considérés pour le calcul de votre allocation complémentaire sont énumérés de manière compréhensible.

2 D'ACCORD OU NON ?

Après réception de la décision, vous devriez vérifier toutes les données tranquillement, et, en cas de besoin, vous les faire expliquer.

Si vous n'acceptez pas certaines données ou conditions, il faut vous adresser d'abord à l'autorité compétente. Ainsi, les différends éventuels pourront vite être écartés. Si vous n'êtes toujours pas d'accord, vous aurez la possibilité de faire opposition.



LES VOIES DE RECOURS

1. Comment procéder ?

La loi vous accorde un droit de recours³⁶ contre toutes les décisions du Fonds national de solidarité et du Service national d'action sociale, e.a. dans les cas suivants :

- si la prestation vous a été refusée ;
- si vous n'acceptez pas certains éléments de la décision (p.ex. le calcul, les conditions...) ;
- si la prestation vous a été retirée.

Les décisions de l'Office social ne sont pas susceptibles d'un recours auprès du Conseil arbitral des assurances sociales.

Si de telles décisions sont contestées par le demandeur, l'Office social doit transmettre endéans les 10 jours le dossier au Fonds national de solidarité. Celui-ci va étudier le dossier et, endéans les 2 mois, informer le demandeur de sa décision, contre laquelle vous pourrez ensuite introduire un recours auprès du Conseil arbitral des assurances sociales.

1 COMMENT PROCÉDER ?

1. Endéans les 40 jours après réception de la décision, vous pouvez introduire un recours auprès du président du Conseil arbitral de la sécurité sociale. Écrivez à l'adresse suivante :

Conseil arbitral de la sécurité sociale
16, bd. de la Foire
L-1528 Luxembourg

2. Si vous voulez également contester la décision du Conseil arbitral, vous pouvez faire appel auprès du Conseil supérieur de la sécurité sociale. Adressez-vous endéans les 40 jours après réception de la décision du Conseil arbitral à l'adresse suivante :

Conseil supérieur de la sécurité sociale
14, avenue de la Gare
L-1610 Luxembourg

3. En cas de violation à la loi ou de vices de formes substantiels, les décisions des deux instances susmentionnées des assurances sociales peuvent être contestées, endéans le même délai, devant la Cour de cassation.
4. Dans tous les cas, vous avez droit à l'aide judiciaire³⁷ dans toute son ampleur.

³⁶ RMG, article 33

³⁷ FNS, article 23(6)



TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LE PAIEMENT

1. Quand et comment se fera le premier paiement ?
2. Quand est-ce qu'on procède au recalcul de votre prestation ?
3. Quand est-ce que la prestation peut-elle être supprimée ?

1 QUAND ET COMMENT SE FERA LE PREMIER PAIEMENT ?

Le paiement se fera seulement après notification de la décision.

La date du premier paiement dépend ensuite de l'autorité compétente :

- le Fonds national de solidarité virera en général sur votre compte les allocations complémentaires au début du mois suivant la notification de la décision ;
- pour les offices sociaux, le paiement dépend des usages des différents offices. Il vaut donc mieux vous renseigner auprès de votre commune ;
- vous recevrez l'indemnité d'insertion après avoir signé le contrat d'insertion et si vous participez à une activité d'insertion. Elle sera virée sur votre compte bancaire à la fin du mois courant.

2 QUAND EST-CE QU'ON PROCÈDE À UN RECALCUL DE VOTRE PRESTATION ?

ATTENTION !!!

Chaque changement de votre situation de domicile ou de votre situation de revenu peut entraîner un recalcul de votre allocation.

Vous devez donc en informer endéans le même mois l'Office social ou le Fonds national de solidarité.³⁸

- Sont notamment considérés comme changement de domicile les faits suivants :
 - vous déménagez à une autre adresse ;
 - des cohabitants déménagent, viennent s'établir chez vous ou décèdent ;
 - des enfants joignent votre communauté domestique ;
 - vous ne recevez plus d'allocations familiales pour un enfant appartenant à votre communauté domestique.
- Sont considérés comme changements de votre situation de revenu entre autres les faits suivants :
 - vos revenus ou votre fortune augmentent ou diminuent ;
 - les revenus ou la fortune d'un de vos cohabitants augmentent ou diminuent ;
- En plus, un recalcul de votre allocation sera envisagé :
 - lors de l'application d'une tranche indiciaire ;

³⁸ RMG, article 26

- s'il est constaté que lors du calcul initial de l'allocation complémentaire, il y avait des données incomplètes ou erronées ;
- si les taux de base du revenu minimum garanti sont augmentés légalement ou par voie réglementaire.

3 QUAND EST-CE QUE LA PRESTATION PEUT-ELLE ÊTRE SUPPRIMÉE ?³⁹

Dès que vous ne remplissez plus une des conditions prescrites par la loi, la prestation peut être supprimée.

Ceci est par exemple le cas, si vous n'habitez plus au grand-duché de Luxembourg.

Les cas suivants peuvent se présenter si vous avez moins de 25 ans et si vous avez bénéficié, lors de l'attribution de l'allocation complémentaire, des exceptions à la clause d'âge :

- il n'y a plus d'enfants faisant partie de votre communauté domestique pour lesquels vous touchez des allocations familiales ;
- vous ne soignez plus une personne invalide ou gravement malade.

En outre, l'allocation complémentaire peut déchoir, si vous ne remplissez plus les conditions y afférentes, par exemple :

- vous n'êtes plus inscrit auprès de l'ADEM, ou vous ne vous y présentez plus régulièrement ;
- vous déménagez sans informer l'autorité compétente de votre nouvelle adresse ;
- pendant la détention préventive ou pendant l'exécution d'une peine privative de liberté⁴⁰.

³⁹ RMG, article 27

⁴⁰ RMG, article 3(1) e)

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR LE REMBOURSEMENT

1. Quand est-ce que vous devez rembourser ?
2. Quel montant peut être exigé ?
3. Les actions et recours contre des tiers
4. Quand est-ce qu'il y a inscription d'une hypothèque ?

1 QUAND EST-CE QUE VOUS DEVEZ REMBOURSER ?⁴¹

Les remboursements peuvent uniquement concerner l'allocation complémentaire. La restitution de l'indemnité d'insertion ne peut pas être demandée, sauf si elle a été perçue indûment.

Des restitutions ne seront en général demandées qu'après votre décès, si vous laissez une certaine fortune. Néanmoins, des remboursements peuvent être demandés de votre vivant, surtout :

- si vous avez reçu indûment et peut-être par induction en erreur des autorités compétentes, des allocations complémentaires ;
- si votre situation financière change fondamentalement (p.ex. par des héritages ou par des gains substantiels dans les jeux de hasard).

Le Fonds national de solidarité demandera la restitution des prestations payées après votre décès auprès

- de vos héritiers jusqu'au montant des actifs transmis ;
- de votre légataire jusqu'à concurrence des biens légués ;
- du donataire, jusqu'à hauteur de la donation. Ceci concerne toutes les donations directes ou indirectes, que vous avez faites après votre demande, ou dans une période de 10 ans précédant votre demande, ou après l'âge de 50 ans.

2 QUEL MONTANT PEUT ÊTRE EXIGÉ ?

Les demandes en restitution se limitent évidemment au montant total des allocations complémentaires payées.

De votre vivant, les revendications de restitution tiennent normalement compte de votre situation financière, puisqu'il ne serait pas raisonnable de vous repousser dans l'assistance par des revendications exagérées.

Après votre décès, les demandes en restitution seront limitées à la hauteur de l'actif de la succession, du legs, ou, le cas échéant, de la donation.

En outre, la loi prévoit plusieurs abattements. Ceux-ci peuvent, selon leur nature, être déduits de la somme revendiquée ou de l'actif de la succession.

Il s'agit plus précisément des cas suivants :

- si la succession échoit à un conjoint ou un héritier en ligne directe, une tranche de 29.747 €, indice 100⁴² sera exonérée de toute demande en restitution ;
- si, au moment de votre décès, vous aviez à charge un successeur mineur en ligne directe ou si votre conjoint survivant était entièrement ou en partie à votre charge, et s'il ne dispose pas d'un revenu imposable supérieur à 2,5 fois le salaire social minimum, aucune demande en restitution ne peut être faite pour une part proportionnelle à ses droits dans la succession ;

⁴¹ RMG, article 28

⁴² au 1^{er} septembre 2012 : 219.482,29 €

- si votre legs comprend une maison d'habitation, celle-ci sera, ensemble avec les biens mobiliers y afférents, exonérée de toute demande en restitution, et ceci aussi longtemps que votre conjoint survivant ou un autre successeur en ligne directe y habitent. Le FNS fera toutefois inscrire une hypothèque légale pour garantir les droits à une restitution ultérieure ;
- le Fonds national de solidarité renonce à la restitution des montants qu'il a lui-même recouverts auprès de vos débiteurs de pensions alimentaires⁴³ ;
- si vous avez touché des pensions alimentaires de vos ascendants ou descendants, celles-ci peuvent vous être déduits des montants à restituer⁴⁴ ;
- s'il n'y a pas d'héritiers en ligne directe ou pas de conjoint survivant, l'abattement s'élève à 206 € indice 100⁴⁵.

3 ACTIONS ET RECOURS CONTRE DES TIERS⁴⁶

Le FNS peut réclamer la restitution de l'allocation complémentaire contre le tiers qui est responsable du fait qui a rendu nécessaire le paiement de l'allocation complémentaire.

Le Fonds national de solidarité peut également se mettre à la place du créancier, afin d'entreprendre toutes les démarches légales pour la fixation, le recalcul ou la restitution des pensions alimentaires non payées par le débiteur.

Pour cela, le créancier doit pourtant avoir épuisé toutes les voies légales pour le paiement des aides alimentaires.

La revendication ne peut concerner que les débiteurs qui disposent d'un revenu imposable supérieur au triple du salaire social minimum, et elle ne peut se faire que jusqu'à concurrence du salaire social minimum.

Ces montants ne sont pas applicables aux divorcés, aux époux en instance de divorce, aux époux vivant séparés de corps, aux partenaires⁴⁷ ou ex-partenaires, ainsi qu'aux parents des enfants mineurs.

ATTENTION !!!

Les clauses prévoyant le paiement de pensions alimentaires en cas de divorce par consentement mutuel, ou qui prévoient la renonciation à la pension alimentaire, ne sont pas valables vis-à-vis du Fonds national de solidarité.

⁴³ RMG, article 28(3) et article 21(4)

⁴⁴ RMG, article 28(3)

⁴⁵ au 1^{er} septembre 2012 : 1.519,93 €

⁴⁶ RMG, article 29 et article 21(4)

⁴⁷ au sens de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats

4 QUAND EST-CE QU'IL Y A INSCRIPTION D'UNE HYPOTHÈQUE ?

Le FNS peut faire inscrire une hypothèque légale sur vos immeubles pour garantir la restitution ultérieure des allocations reçues⁴⁸.

⁴⁸ RMG, article 30

ANNEXE 1

TAUX DE BASE

NOTE :

Ces montants augmenteront de 2,5% au 1^{er} octobre 2012 en raison de l'indexation et seront ajustés au début de 2013 suite à la revalorisation du salaire social minimum.

Communauté domestique	Indice 100	Indice 737,83 brut	Indice 737,83 net ⁴⁹	Partie à immuniser	RMG brut+ partie immunis.
premier adulte	173,92	1.283,24	1.235,50	384,97	1.668,21
deuxième adulte	86,96	641,62	620,82	192,49	834,11
adulte subséquent	49,76	367,15	356,87	110,15	477,30
supplément pour enfants	15,81	116,66	113,39	35,00	151,66
allocation loyer (maximum) ⁵⁰			123,94		
1 adulte + 1 enfant	189,73	1.399,89	1.347,25	419,97	1.819,86
1 adulte + 2 enfants	205,54	1.516,54	1.459,00	454,96	1.971,51
1 adulte + 3 enfants	221,35	1.633,19	1.570,75	489,96	2.123,15
1 adulte + 4 enfants	237,16	1.749,84	1.682,50	524,95	2.274,80
1 adulte + 5 enfants	252,97	1.866,49	1.794,25	559,95	2.426,44
2 adultes	260,88	1.924,86	1.850,17	577,46	2.502,32
2 adultes + 1 enfant	276,69	2.041,51	1.961,92	612,45	2.653,97
2 adultes + 2 enfants	292,50	2.158,16	2.073,67	647,45	2.805,61
2 adultes + 3 enfants	308,31	2.274,81	2.185,42	682,44	2.957,26
2 adultes + 4 enfants	324,12	2.391,46	2.297,17	717,44	3.108,90
2 adultes + 5 enfants	339,93	2.508,11	2.408,92	752,43	3.260,55
3 adultes	310,64	2.292,00	2.201,89	687,60	2.979,60
3 adultes + 1 enfant	326,45	2.408,65	2.313,64	722,60	3.131,25
3 adultes + 2 enfants	342,26	2.525,30	2.425,39	757,59	3.282,89
3 adultes + 3 enfants	358,07	2.641,95	2.537,14	792,59	3.434,54
3 adultes + 4 enfants	373,88	2.758,60	2.648,89	827,58	3.586,18
3 adultes + 5 enfants	389,69	2.875,25	2.760,64	862,58	3.737,83

tous les montants sont en euros

⁴⁹ montant net = montant brut diminué des cotisations de la caisse de maladie (2,80% = taux pour prestations en nature) et l'assurance dépendance

⁵⁰ l'allocation loyer correspond à la différence entre le loyer effectif et 10% du RMG, sans pouvoir dépasser 123,94 €.

ANNEXE 2



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

**8-10, rue de la Fonderie
LUXEMBOURG**
Tél: 49 10 81-1 Fax: 26 12 34 64
www.fns.lu

Heures d'ouverture des guichets :
matin : de 8h30 à 11h30

Boîte Postale 2411
L-1024 Luxembourg

SERVICE NATIONAL D'ACTION SOCIALE

**12-14, avenue Emile Reuter
LUXEMBOURG**
Tél: 247 - 83636 Fax: 40 47 06
www.snas.etat.lu

Heures d'ouverture des guichets :
de 8h30 à 11h30 et de 13h00 à 17h00

**DEMANDE EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE PRESTATION
DANS LE CADRE DU REVENU MINIMUM GARANTI**
créée par la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Demandeur			
Nom :		Prénom :	
Matricule :			
Rue et numéro :			
Code postal et localité :			
Êtes-vous locataire ?	oui (1) ☐	non ☐	
Téléphone :		GSM :	
Titulaire du compte bancaire :			
Institut bancaire :			
Numéro de compte IBAN :	LU		
Langue souhaitée pour le courrier :	française ☐	allemande ☐	

Case réservée aux administrations	
Organisme ayant rempli la demande	
Nom de l'agent	
Téléphone	
Date où la demande est réputée être faite	

Matricule du demandeur :	
--------------------------	--

Renseignements sur le demandeur

Nom :		Prénom :	
Etat civil :	☐ célibataire	☐ marié	☐ partenariat
	☐ veuf, veuve	☐ divorcé	☐ séparé
		oui	non
Exercez-vous une activité professionnelle ?		☐	☐
Êtes-vous invalide ?		☐	☐
Êtes-vous étudiant ?		☐	☐

Questionnaire relatif aux revenus

	oui	non
Revenus professionnels	☐	☐
Indemnité pécuniaire de maladie	☐	☐
Indemnité de chômage	☐	☐
Pension luxembourgeoise	☐	☐
Rente accident	☐ (2)	☐
Pension étrangère	☐ (2)	☐
Allocation de maternité	☐ (2)	☐
Allocation d'éducation ou congé parental	☐	☐
Bénéficiaire d'une pension alimentaire	☐ (2)	☐
Débiteur d'une pension alimentaire	☐ (3)	☐
Revenu provenant de biens mobiliers et immobiliers (loyer, fermage, droit d'habitation, usufruit, entretien, etc.)	☐ (2)	☐
Autres revenus	☐ (2)	☐

Questionnaire relatif à la situation de fortune

	oui	non
Êtes-vous propriétaire de biens mobiliers ? (argent liquide, épargnes, actions, obligations, etc.)	☐ (2)	☐
Êtes-vous propriétaire de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ? (logement, autres maisons, terrains à bâtir, etc.)	☐ (4)	☐
Êtes-vous propriétaire de biens immobiliers situés à l'étranger ? (logement, autres maisons, terrains à bâtir, etc.)	☐ (5)	☐
Avez-vous fait une donation au cours des dix dernières années ou après l'âge de 50 ans ?	☐ (6)	☐

Matricule du demandeur :	
--------------------------	--

Renseignements sur les enfants faisant partie du ménage

Nom :		Prénom :	
Matricule :			
Allocations familiales :		oui (2) ☐	non ☐
Autres revenus :		oui (2) ☐	non ☐

Nom :		Prénom :	
Matricule :			
Allocations familiales :		oui (2) ☐	non ☐
Autres revenus :		oui (2) ☐	non ☐

Nom :		Prénom :	
Matricule :			
Allocations familiales :		oui (2) ☐	non ☐
Autres revenus :		oui (2) ☐	non ☐

Nom :		Prénom :	
Matricule :			
Allocations familiales :		oui (2) ☐	non ☐
Autres revenus :		oui (2) ☐	non ☐

Nom :		Prénom :	
Matricule :			
Allocations familiales :		oui (2) ☐	non ☐
Autres revenus :		oui (2) ☐	non ☐

Nom :		Prénom :	
Matricule :			
Allocations familiales :		oui (2) ☐	non ☐
Autres revenus :		oui (2) ☐	non ☐

Annotations

- (1) Le cas échéant le certificat de loyer (annexe B) est à remplir par le propriétaire et les preuves de paiement du loyer sont à joindre à la demande.
- (2) Prière de joindre une pièce justificative récente nous renseignant sur le montant du revenu respectif.
- (3) Prière de joindre une copie du jugement et une preuve de paiement.
- (4) Les immeubles seront grevés d'une hypothèque légale pour la garantie en restitution.
- (5) Prière de joindre une pièce justificative (bulletin de l'impôt foncier).
- (6) Prière de joindre une copie de l'acte de donation.

Important:

Cette demande doit obligatoirement être accompagnée d'un **certificat de résidence** et d'un **certificat de composition de ménage** établi par le bureau de population de votre commune.

Pour les personnes qui ne sont pas de nationalité luxembourgeoise est encore à joindre une **attestation d'enregistrement** ou une **attestation d'un droit de séjour** ou un **certificat sur le statut de réfugié** ou un **certificat d'apatride**.

Protection des données:

La loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel prévoit que les renseignements demandés dans ce formulaire ainsi que ceux nécessaires au traitement du dossier ne peuvent servir à d'autres fins que la gestion et le contrôle des diverses prestations du Fonds national de solidarité.

Conformément aux termes de la prédite législation, le droit d'accès, de rectification et de suppression des données est garanti.

Le soussigné certifie avoir fait toutes les déclarations en âme et conscience. Il s'engage à avertir le Fonds endéans un mois de toute circonstance pouvant entraîner une modification de l'allocation. Il est conscient que toute déclaration incomplète et inexacte est punie conformément aux dispositions de l'art. 29 de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds National de Solidarité (peine d'emprisonnement de 1 mois à 5 ans et amendes de 251€ à 2.500€).

Les prestations indûment touchées donnent lieu à restitution.

Luxembourg, le _____

Signature du demandeur : _____

ANNEXE 3

ADRESSES UTILES

Si vous avez **des questions concernant votre allocation complémentaire**, veuillez vous adresser à l'interlocuteur compétent auprès du

Fonds national de solidarité

8-10, rue de la Fonderie
BP 2411
L-1024 Luxembourg
T 49 10 81-1

Si vous avez **des questions concernant votre indemnité d'insertion**, veuillez vous adresser à l'interlocuteur compétent auprès du

Service national d'action sociale

12-14, avenue Emile Reuter
L-2420 Luxembourg
T 247-83636

Instances de recours

Conseil arbitral de la sécurité sociale

16, bd de la Foire
L-1528 Luxembourg
T 45 32 86-1

Conseil supérieur de la sécurité sociale

14, avenue de la Gare
L-1610 Luxembourg
T 26 26 05 - 1

Agence pour le développement de l'Emploi (ADEM)

Site Internet

www.adem.public.lu

Agences

Agence de Luxembourg • 10, rue Bender • L-1929 Luxembourg • T 247-85300
Agence d'Esch-sur-Alzette • 1, bd Porte de France • L-4360 Esch/Alzette • T 247-75400
Agence de Differdange • 23, Grand-rue • L-4575 Differdange • T 247-75350
Agence de Dudelange • 56, rue du Parc • L-3542 Dudelange • T 247-75470
Agence de Diekirch • 2, rue de Clairefontaine • L-9220 Diekirch • T 80 29 29-1
Agence de Wasserbillig • 44, Esplanade de la Moselle • L-6637 Wasserbillig • T 247-75390
Agence de Wiltz • 25, rue du Château • L-9516 Wiltz • T 247-75490

Offices sociaux

Office social	Communes	Contact
Beaufort	Beaufort Bech Berdorf Consdorf Reisdorf	Maison Theis 8, rue de l'Auberge L-6315 Beaufort T 26 87 60 54 F 26 87 83 54
Bettembourg	Bettembourg Frisange Roeser	13, rue du Nord L-3261 Bettembourg T 26 51 66 51 T 26 51 66 52 T 26 51 66 53 T 26 51 66 54 osc@office-social-bfr.lu
Contern (Ieweschte Syrdall)	Contern Sandweiler Schuttrange Weiler-la-tour	(Aal Schoul de Contern) rue de Moutfort L-5310 Contern T 27 69 29 1 F 27 69 29 29
Differdange	Differdange	23, Grand-rue L-4575 Differdange T 58 77 11 550 F 58 77 11 563
Dudelange	Dudelange	Place de l'Hôtel de Ville L-3590 Dudelange T 51 61 21 1 F 51 61 21 703
Echternach	Echternach Rosport	10, rue Hoovelecker Buurchmauer L-6418 Echternach T 26 72 00 91 F 26 72 00 61
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	2, rue de l'Ecole L-4130 Esch-sur-Alzette T 54 73 83 222 T 54 73 83 223 F 54 35 73
Ettelbruck (Nordstad)	Bettendorf Bourscheid Colmar-Berg Diekirch Erpeldange Ettelbruck Feulen Mertzig Schieren	40, avenue Salentiny L-9080 Ettelbruck T 81 91 81 380 F 81 91 81 390

Office social	Communes	Contact
Grevenmacher	Biwer Flaxweiler Grevenmacher Manternach Mompach Mertert Wormeldange	6, place du Marché L-6755 Grevenmacher T 26 70 50 F 26 70 50 39
Hesperange	Hesperange	Maison « Um Maicher » 466, route de Thionville L-5886 Hesperange T 26 36 18 58 F 26 36 08 73
Hosingen (Resonord)	Clervaux Eschweiler Parc Hosingen Kiischpelt Putscheid Tandel Troisvierges Vianden Weiswampach Wintrange	4, Résidence Al Post L-9806 Hosingen T 27 80 27 info@resonord.lu
Junglinster (Centrest)	Betzdorf Junglinster Niederanven	10, rue de Wormeldange L-6955 Rodembourg T 77 03 45 20 T 77 03 45 22 F 77 03 45 45 office@centrest.lu
Käerjeng	Käerjeng	11, rue de la Résistance L-4942 Bascharage T 50 05 52 383 F 50 05 52 389
Kayl	Kayl Rumelange	1, rue de l'Eglise L-3636 Kayl T 56 66 66 276 F 56 66 66 279
Larochette	Aerenzdallgemeng Fischbach Heffingen Larochette Nommern Waldbillig	Bâtiment 25, Chemin J.A. Zinnen L-7626 Larochette T 26 87 00-23
Luxembourg	Luxembourg	24, Côte d'Eich L-1450 Luxembourg T 47 96 24 70 F 46 92 01

Office social	Communes	Contact
Mamer	Bertrange Dippach Kehlen Kopstal Leudelange Marner Reckange/Mess	18, rue des Maximins L-8247 Mamer T 26 11 37 1 F 26 11 37 37
Mersch	Bissen Boevange/Attert Lintgen Mersch Tuntange	35, rue de la Gare L-7535 Mersch T 26 32 58 1 F 26 32 58 33 info@osmersch.lu
Mondercange	Mondercange	Administration communale rue Arthur Thinnès L-3919 Mondercange T 55 05 74 82 T 55 05 74 35 F 55 05 74 55
Mondorf	Dalheim Mondorf-les-Bains	20, route de Luxembourg L-5634 Mondorf-les-bains T 23 60 55 62 F 23 60 55 69
Pétange	Pétange	35, rue JB Gillardin L-4735 Petange T 26 50 83 25 T 26 50 83 21 T 26 50 83 20 T 26 50 83 24 F 26 50 83 26
Rédange	Beckerich Ell Grosbous Préizerdaul Rambrouch Rédange Saeul Useldange Vichten Wahl	Maison Worré 11, Grand-rue L-8510 Rédange-sur-Attert T 26 62 10 55 F 26 62 10 54 oscared@pt.lu
Remich	Bous Lenningen Remich Schengen Stadtbredimus Waldbredimus	« Résidence Maachergaass » 48, Quai de la Moselle L-5553 Remich T 26 66 00 37 T 621 25 23 23 F 26 66 00 37 50

Office social	Communes	Contact
Sanem	Sanem	60, rue de la Poste L-4477 Belvaux T 59 30 75 42
Schifflange	Schifflange	40, rue de l'Eglise L-3833 Schifflange T 54 50 61 1 F 54 35 97
Steinfort	Garnich Hobscheid Koerich Septfontaines Steinfort	Hôpital Intercommunal de Steinfort 1, rue de l'Hôpital L-8423 Steinfort T 26 30 56 38 F 26 30 56 37 direction@osrsteinfort.lu
Steinsel (OSSTELO)	Lorentzweiler Steinsel	9, rue Paul Eyschen L-7317 Steinsel T 33 21 39 1 (Steinsel) T 33 72 68 1 (Lorentzweiler) F 33 25 13
Strassen	Strassen	203, route d'Arlon L-8011 Strassen T 31 98 77 T 31 02 62 477 F 31 02 62 444
Walferdange	Walferdange	Place de la Mairie, 1 L-7201 Walferdange T 33 01 44 224 T 33 01 44 279 F 33 01 44 251
Wiltz	Boulaide Esch-sur-Sûre Goesdorf Lac de la Haute Sûre Wiltz Winseler	16-18, rue des Tondeurs L-9570 Wiltz T 26 95 21 F 26 95 21 30 office.social@wiltz.lu

Centres médico-sociaux

Centre médico-social • 2, rue G. C. Marshall • L-2181 Luxembourg • T 48 83 33-1
 Centre médico-social • 61, avenue de la Gare • L-4130 Esch-sur-Alzette • T 54 46 46-1
 Centre médico-social • 2A, avenue Lucien Salenty • L-9080 Ettelbruck • T 81 92 92-1
 Centre médico-social • 23, Grand-rue • L-4575 Differdange • T 58 56 58 / 58 82 94

Centre médico-social • 56, rue du Parc • L-3542 Dudelange • T 51 62 62-1
Centre médico-social • 56, rue Duchscher • L-6434 Echternach • T 72 0302-1
Centre médico-social • 20, route du Vin • L-6794 Grevenmacher • T 75 82 81 1
Centre médico-social • 17, rue de la Gare • L-7535 Mersch • T 32 58 20
Centre médico-social • Maison Origer • 5, rue des Fleurs • L-9231 Diekirch • T 80 92 15
Centre médico-social • 4, av. Nic. Kreins • L-9536 Wiltz • T 95 83 09
Centre médico-social • 86, Grand-rue • L-9711 Clervaux • T 92 91 71
Centre médico-social • 74, Grand-rue • L-8510 Rédange-sur-Attert • T 23 62 16 28

Services régionaux d'action sociale (SAS)

Ministère de la Famille • 12-14, avenue Emile Reuter • L-2420 Luxembourg • T 247 83639
Centre médico-social Luxembourg • 2, rue G.C. Marshall • L-2181 Luxembourg • T 48 83 33 654
SAS/Caritas • 6, rue François Boch • L-1244 Luxembourg • T 26 97 68 43 - 40
Administration communale Bettembourg • BP 29 (13-15, rue du Château) • L-3201 Bettembourg
T 51 80 80 257
Centre médico-social Differdange • 23, Grand-rue • L-4575 Differdange • T 58 56 58
Office social Dudelange • 2, rue Karl Marx (bur. n° 1) - anc. bât. de police
L-3401 Dudelange • T 51 61 21 - 797
Office social Dudelange • Hôtel de Ville (2^e étage, bur. n°214) • L-3401 Dudelange
T 51 61 21 - 727
Centre médico-social Echternach • 56 rue A. Duchscher • L-6434 Echternach • T 72 03 02 33
Centre médico-social Esch-sur-Alzette • 61, avenue de la Gare • L-4130 Esch-sur-Alzette
T 54 46 46 - 237
Office social Esch-sur-Alzette • 2, rue de l'école • L-4002 Esch-sur-Alzette • T 54 73 83 - 224
Office social Nordstad • 40 avenue Salentiny • L-9080 Ettelbruck • T 81 91 81 383
Centre médico-social Ettelbruck • 1, avenue J.-F. Kennedy • L-9053 Ettelbruck
T 81 92 92 38
Office social Pétange • 35, rue Gillardin • L-4735 Pétange • T 26 50 83 22
Centre médico-social Rédange • 74, Grand-rue • L-8510 Rédange-sur-Attert • T 23 62 16 28 24
Centre médico-social Wiltz • 4, avenue Nicolas Kreins • L-9536 Wiltz • T 95 83 09 1

Sozialversicherungsrecht

Das garantierte Mindesteinkommen (RMG)

Stand: 1. September 2012

Impressum

Herausgeber

Arbeitnehmerkammer

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxemburg
T +352 27 494 200
F +352 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu

Jean-Claude Reding, Präsident
Norbert Tremuth, Direktor
René Pizzaferri, Direktor

Druck

Imprimerie Watgen

Vertrieb

Librairie "Um Fieldgen Sàrl"
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T +352 48 88 93
F +352 40 46 22
info@libuf.lu

ISBN : 978-2-919888-77-3

Die Angaben in dieser Broschüre berühren unter keinen Umständen die Auslegung und Anwendung der Gesetzestexte durch die staatlichen Behörden oder die zuständigen Gerichte.

Auf die Abfassung dieser Broschüre wurde die größtmögliche Sorgfalt verwandt. Herausgeber und Verfasser haften nicht für mögliche Auslassungen oder Fehler im Text oder für Folgen, die sich aus der Verwendung der Inhalte dieser Veröffentlichung ergeben.

Alle Rechte auf Übersetzung, Anpassung und Vervielfältigung durch jedwedes Verfahren bleiben für alle Länder dem Herausgeber vorbehalten.

Sofern keine vorherige schriftliche Zustimmung des Herausgebers/Verfassers vorliegt, ist es untersagt, die vorliegende Broschüre ganz oder in Teilen (insbesondere per Fotokopie) zu vervielfältigen, sie in einer Datenbank zu speichern oder in jedweder Form der Öffentlichkeit zugänglich zu machen.

Vorwort

Jean-Claude Reding
Präsident der Arbeitnehmerkammer



Diese Broschüre soll auf einfache und anschauliche Weise die Schritte aufzeichnen, die es zu unternehmen gilt, wenn man die Leistungen des garantierten Mindesteinkommens beanspruchen will.

Das Gesetz über das garantierte Mindesteinkommen (RMG) wurde zum ersten Mal im Jahr 1986 in Luxemburg eingeführt. Der Gesetzgeber hat dadurch ein Recht auf eine finanzielle Unterstützung geschaffen für diejenigen Bürger und Haushalte, deren Einkommen nicht an eine gewisse Grenze, die dem Existenzminimum entspricht, heran reicht. Das Gesetz wurde im Lauf der Zeit mehrere Male angepasst und verbessert, zum letzten Mal im Jahr 2004. So kommt der beruflichen Eingliederung der Bezieher eine immer größere Bedeutung zu. Dahinter steckt die Überzeugung, dass die Ausübung einer bezahlten Tätigkeit sicherlich der direktere und beste Weg in ein selbständiges, von öffentlicher Unterstützung freies Leben bedeutet.

Das garantierte Mindesteinkommen darf jedoch nicht als eine Unterstützung angesehen werden, die nur denjenigen zugute kommt, die auch arbeiten, denn eine ganze Reihe von Menschen können keiner beruflichen Tätigkeit nachgehen, sei es, weil sie durch Krankheit oder Behinderung nicht dazu fähig sind, oder einfach, weil sie schon im Rentenalter sind. Die RMG-Gesetzgebung hat als Ziel, auch diesen Menschen finanzielle Unterstützung zu gewährleisten, wenn ihre Einkünfte zu gering sind.

Das garantierte Mindesteinkommen darf deshalb nicht mit dem sozialen Mindestlohn verwechselt werden, der die gesetzliche Mindestentschädigung für die von einem Arbeitnehmer geleistete Arbeit darstellt.

Ein garantiertes Mindesteinkommen ist ein wirksames Mittel zur Armutsbekämpfung, weil zumindest die monetäre Armut dadurch gelindert werden kann. Denn obwohl Luxemburg oft als reiches Land dargestellt wird, darf man nicht außer Acht lassen, dass es auch bei uns viele Menschen gibt, die nicht an diesem Reichtum teilhaben.

Luxemburg, September 2012



INHALT

Einleitung 77

- 1 Was ist das garantierte Mindesteinkommen? 77
- 2 Wenn Sie wissen wollen, ob sie ein Recht auf das garantierte Mindesteinkommen haben 77

1 Welche Bedingungen müssen Sie erfüllen? 79

- 1 Die Residenzbedingung 81
- 2 Die Altersbedingung 81
- 3 Die Einkommensbedingung 81

2 Die Eingliederungsentschädigung 83

- 1 Wann können Sie die Eingliederungsentschädigung beziehen? 85
- 2 Die Anrechnung der Einkünfte 85
- 3 Der Eingliederungsvertrag 86
- 4 Die beruflichen Eingliederungstätigkeiten 86
- 5 Wie hoch ist die Eingliederungsentschädigung? 87
- 6 Die arbeitsrechtlichen Aspekte 87
- 7 Die Befreiung von der Teilnahme an den Eingliederungsaktivitäten 88
- 8 Die soziale Betreuung 89

3 Der Zuschuss 91

4 Wie hoch ist Ihr garantiertes Mindesteinkommen? 95

5 Wie hoch ist Ihr Gesamtbruttoeinkommen? 99

- 1 Einkünfte, welche ganz angerechnet werden 101
- 2 Einkünfte, welche nur teilweise angerechnet werden 101
- 3 Einkünfte, welche nicht angerechnet werden 102
- 4 Spezielle Einkünfte 102
- 5 Vom Einkommen abzugsfähige, spezielle Freibeträge 104

6**Wie Sie Ihren Antrag stellen****107**

- | | | |
|---|---|-----|
| 1 | Was beinhaltet das Antragsformular? | 109 |
| 2 | Welche Belege sind dem Antrag beizufügen? | 109 |
| 3 | Wo kann der Antrag eingereicht werden? | 110 |

7**Was passiert nach Ihrem Antrag?****113**

- | | | |
|---|---------------------------|-----|
| 1 | Der schriftliche Bescheid | 115 |
| 2 | Einverstanden oder nicht? | 115 |

8**Wenn Sie Einspruch einlegen wollen****117**

- | | | |
|---|--------------------|-----|
| 1 | Wie gehen Sie vor? | 119 |
|---|--------------------|-----|

9**Was Sie über die Auszahlung wissen müssen****121**

- | | | |
|---|--|-----|
| 1 | Wann und wie wird zum ersten Mal ausgezahlt? | 123 |
| 2 | Wann wird die Geldleistung neu berechnet? | 123 |
| 3 | Wann kann Ihnen die Geldleistung aberkannt werden? | 124 |

10**Was Sie über die Rückzahlung wissen müssen****125**

- | | | |
|---|--|-----|
| 1 | Wann müssen Sie zurückzahlen? | 127 |
| 2 | Wieviel kann zurückgefordert werden? | 127 |
| 3 | Rückerstattungsansprüche gegenüber Drittpersonen | 128 |
| 4 | Wann wird eine Hypothek eingetragen? | 129 |

ANHANG**130**

Die vorliegende Broschüre soll Ihnen, auf leicht verständliche Weise, die Inhalte des Gesetzes über das garantierte Mindesteinkommen RMG erklären.

Es kann nicht auf alle Einzelheiten eingegangen werden und im Zweifelsfall gilt immer der französische Gesetzestext.

Sie haben aber jederzeit die Möglichkeit, sich bei den betreffenden professionellen Ansprechpartnern Beratung und Hilfe zu holen. Eine ausführliche Adressenliste mit allen zuständigen Behörden finden Sie im Anhang 3.

Die beschriebenen Leistungen werden selbstverständlich allen Personen gewährt, die die Bedingungen erfüllen, ob sie jetzt männlich oder weiblich sind. So gilt z.B. die Bezeichnung "Antragsteller" sowohl für Frauen als auch für Männer.

EINLEITUNG

1. WAS IST DAS GARANTIERTE MINDESTEINKOMMEN?

Das erste Gesetz über das garantierte Mindesteinkommen RMG wurde 1986 verabschiedet. Es wurde mehrere Male geändert, die letzten wesentlichen Änderungen wurden durch das Gesetz vom 8. Juni 2004 vorgenommen. Ziel dieser staatlichen Sozialleistung ist es, die Einwohner unseres Landes zu unterstützen, deren Einkünfte unter der gesetzlich festgelegten Einkommensgrenze liegen. Das garantierte Mindesteinkommen besteht aus einer Eingliederungsentschädigung, einem Zuschuss oder einer gleichzeitigen Zahlung von Eingliederungsentschädigung und Zuschuss. Es bietet Ihnen finanzielle und soziale Unterstützung.

Normalerweise erhalten Personen, die die Grundbedingungen (siehe Seite 81) erfüllen und arbeits- bzw. beschäftigungsfähig sind, die Eingliederungsentschädigung, die mit einer Eingliederungsaktivität (Unterstützung bei der Arbeitsplatzsuche, Vorbereitung und Orientierung in Maßnahmen, Beschäftigungsmaßnahmen im öffentlichen und privaten Bereich) verbunden ist. Die gezielten beruflichen Maßnahmen sollen eine Wiedereingliederung in den Arbeitsmarkt, ohne öffentliche Unterstützung, und somit ein selbständiges Leben, ermöglichen. Falls dies nicht machbar ist, sollen Sie, durch die Teilnahme an gemeinnützigen Beschäftigungsmaßnahmen vor der sozialen Ausgrenzung bewahrt werden.

Die Teilnahme ist verpflichtend und bietet Ihnen das Recht auf den gesetzlichen Mindestlohn sowie auf die Mitgliedschaft in der Renten-, Kranken- und Pflegeversicherung. So können auch durch Erwerbslosigkeit unterbrochene Sozialversicherungszeiten abgemildert werden.

Für die anderen Personen ist der Zuschuss vorgesehen. Je nach Zusammensetzung der Haushaltsgemeinschaft ist es auch möglich, beide Leistungen zu bekommen.

2. WENN SIE WISSEN WOLLEN, OB SIE EIN RECHT AUF DAS GARANTIERTE MINDESTEINKOMMEN HABEN

Gehen Sie folgendermaßen vor:

- Prüfen Sie, ob Sie alle die für Sie zutreffenden Bedingungen (Residenzbedingung, Altersbedingung, Einkommensbedingung erfüllen) (siehe Seite 81).

- Errechnen Sie Ihr garantiertes Mindesteinkommen (siehe Seite 97 und Anhang 1 "Basissätze" Seite 130).
- Berechnen Sie anschließend das Gesamtbruttoeinkommen Ihrer Haushaltsgemeinschaft (siehe Seite 101).
- Vergleichen Sie die beiden Beträge, indem Sie Ihr Gesamtbruttoeinkommen von ihrem garantierten Mindesteinkommen abziehen. Ist die Differenz positiv, so können Sie Unterstützung beantragen. Wenn Sie sich nicht ganz sicher sind, ob Ihre Berechnungen richtig sind, können Sie sich vorher beraten lassen oder den Antrag trotzdem stellen. Sollte sich herausstellen, dass Sie sich dabei geirrt haben, so entstehen Ihnen dadurch keinerlei Kosten.
- Nach Bearbeitung Ihres Antrages durch die jeweils zuständige Stelle (Nationaler Solidaritätsfonds (Fonds national de solidarité - FNS oder Service national d'action sociale - SNAS), erhalten Sie einen schriftlichen Bescheid. Dieser beinhaltet die genaue Berechnung Ihres Zuschusses und die Bedingungen, unter denen Ihnen diese Leistungen zuerkannt wurden (siehe Seite 115). Im Falle einer Ablehnung wird Ihnen auch die Begründung mitgeteilt.
- Wenn Sie die Bedingungen zur Eingliederungsentschädigung erfüllen (siehe Seite 85), wird sich der "Service national d'action sociale" mit Ihnen in Verbindung setzen.
- Sie haben jederzeit die Möglichkeit, von Ihrem Antrag zurückzutreten, zum Beispiel dann, wenn Ihnen bestimmte Bedingungen nicht behagen. Sie haben aber auch das Recht, beim Schiedsgericht der Sozialversicherungen gegen den Entscheid Einspruch zu erheben (siehe Seite 119).
- Sind Sie mit allem einverstanden, so wird Ihnen der Zuschuss, rückwirkend ab dem Ersten des Monats, in welchem Ihr Antrag vollständig war, auf Ihr Konto überwiesen. Die Eingliederungsentschädigung erhalten Sie von dem Tag an, an dem Sie an einer Eingliederungsaktivität teilnehmen. Sie wird Ihnen am Ende des Monats überwiesen.

Bitte beachten Sie! Bei Änderung Ihrer Wohn-, Familien- oder Einkommenssituation wird die Geldleistung unter Umständen angepasst (siehe Seite 123). Sie sind deshalb verpflichtet, dies der zuständigen Stelle umgehend mitzuteilen. Erfüllen Sie nicht mehr alle Bedingungen, kann Ihnen das Recht auf Geldleistungen im Rahmen des RMG aberkannt werden (siehe Seite 124).

- Wenn Sie Leistungen im Rahmen des Zuschusses erhalten haben, können Ihnen die ausgezahlten Beträge zu einem späteren Zeitpunkt von der zuständigen Stelle teilweise oder ganz, abzüglich bestimmter Freibeträge, zurückgefordert werden (siehe Seite 127). Aus diesem Grunde kann der FNS auf den Ihnen gehörenden Immobilien eine gesetzliche Hypothek eintragen lassen (siehe Seite 129).



WELCHE BEDINGUNGEN MÜSSEN SIE ERFÜLLEN?

1. Die Residenzbedingung
2. Die Altersbedingung
3. Die Einkommensbedingung

Um in den Genuss der Leistungen des Gesetzes zu kommen, müssen Sie folgende Bedingungen¹ erfüllen:

1 DIE RESIDENZBEDINGUNG

Befugt sein, auf dem Gebiet des Großherzogtums Luxemburg zu wohnen, hier angemeldet sein und sich auch tatsächlich hier aufhalten.

Wenn Sie weder die luxemburgische Staatsangehörigkeit noch eine der anderen EU- bzw. EWR²- Mitgliedsstaaten oder der Schweiz besitzen oder im Sinne der Konvention von New York als heimatlos oder im Sinne der Genfer Konvention als politischer Flüchtling anerkannt sind, müssen Sie zusätzlich während der letzten 20 Jahre mindestens 5 Jahre in Luxemburg angemeldet gewesen sein und hier gelebt haben.

Diese Residenzbedingung gilt jedoch nicht für Familienmitglieder luxemburgischer Staatsangehöriger und Familienmitglieder von Staatsangehörigen eines Mitgliedsstaats der EU, des EWR und der Schweiz, unabhängig ihrer eigenen Staatsangehörigkeit.

Als Angehöriger eines Mitgliedsstaats der EU, des EWR und der Schweiz haben Sie während der ersten 3 Monate Ihres Aufenthalts in Luxemburg oder während der Zeit der Arbeitsuche, wenn Sie zu diesem Zweck nach Luxemburg gekommen sind, kein Recht auf die Leistungen des RMG-Gesetzes.

2 DIE ALTERSBEDINGUNG

Mindestens 25 Jahre alt sein.

Ausnahmen:

- Sie erziehen ein Kind, für das Sie Kindergeld beziehen;
- Sie sind volljährig und Sie pflegen eine Person, welche schwer behindert ist und die ständige Hilfe einer Drittperson benötigt;
- Ihr Gesamteinkommen liegt, infolge von Krankheit oder Behinderung, unter der gesetzlich festgelegten Einkommensgrenze.

3 DIE EINKOMMENSBEDINGUNG

Kein Einkommen haben oder ein Einkommen zur Verfügung haben, welches unter der vom Gesetz festgesetzten Grenze liegt, dies entweder als Einzelperson oder aber zusammen mit anderen Personen, die der Haushaltsgemeinschaft angehören.

Des Weiteren müssen Sie bereit sein, alle Möglichkeiten zur Verbesserung ihrer Situation auszuschöpfen, die Sie durch luxemburgische oder ausländische Gesetze erworben haben (z.B. wenn Sie Anrecht auf eine ausländische Rente haben).

¹ RMG, Artikel 2

² Europäischer Wirtschaftsraum (EU-Staaten + Island, Norwegen und Liechtenstein)

BITTE BEACHTEN SIE!!!**IN FOLGENDEN FÄLLEN HABEN SIE KEIN ANRECHT AUF DAS GARANTIERTE MINDEST EinkOMMEN³:**

- Haben Sie eine berufliche Tätigkeit freiwillig und ohne ersichtlichen und berechtigten Grund aufgegeben oder wurden Sie wegen schwerwiegender Verfehlung entlassen, kann Ihnen die zuständige Stelle das garantierte Mindesteinkommen verweigern. Ein neuer Antrag kann dann frühestens 3 Monate nach der Zustellung der Verweigerung gestellt werden.
- Falls Sie sich geweigert haben, an einer von der Arbeitsmarktverwaltung organisierten Eingliederungsmaßnahme teilzunehmen oder eine von der Arbeitsmarktverwaltung angebotene Arbeitsstelle nicht angenommen haben, kann Ihnen das Mindesteinkommen verweigert werden.
- Falls Sie unbezahlten Urlaub genommen haben oder Ihre Arbeitszeit auf eigenen Wunsch gekürzt wurde, haben Sie kein Anrecht auf das garantierte Mindesteinkommen, es sei denn, die zuständige Stelle erkennt die von Ihnen genannten Gründe als berechtigt an.
- Während einer Untersuchungshaft oder einer Freiheitsstrafe können Sie kein garantiertes Mindesteinkommen beziehen, außer Sie befinden sich im offenen Vollzug (régime de semi-liberté).

Im Falle einer Verweigerung auf das Anrecht bzw. eines Rückzugs, kann ein neuer Antrag nur nach Ablauf einer Frist von 3 Monaten gestellt werden (Stichdatum ist der offizielle Bescheid der Verweigerung).

³ RMG, Artikel 3

DIE EINGLIEDERUNGS- ENTSCHÄDIGUNG

1. Wann können Sie die Eingliederungsentschädigung beziehen?
2. Die Anrechnung der Einkünfte
3. Der Eingliederungsvertrag
4. Die beruflichen Eingliederungstätigkeiten
5. Wie hoch ist die Eingliederungsentschädigung?
6. Die arbeitsrechtlichen Aspekte
7. Die Befreiung von der Teilnahme an den Eingliederungsaktivitäten
8. Die soziale Betreuung

Hinter der Eingliederungsentschädigung steckt die Überzeugung, dass die Ausübung einer bezahlten Tätigkeit sicherlich der direktere Weg in ein selbständiges, von öffentlicher Unterstützung freies Leben bedeutet. Der Suche nach Arbeit bzw. Beschäftigung sowie der Erhalt der beruflichen und allgemeinen Fähigkeiten durch Beschäftigungsmaßnahmen, wird deshalb, zumindest bei allen arbeitsfähigen Mindesteinkommensbeziehern unter 60 Jahren, eine zentrale Bedeutung beigemessen.

Der Bezieher soll Eigeninitiative entwickeln und selbst aktiv Wege aus der Sozialhilfe suchen, bekommt aber hierbei aktive Unterstützung.

1 WANN KÖNNEN SIE DIE EINGLIEDERUNGSENTSCHÄDIGUNG BEZIEHEN?⁴

Um die Eingliederungsentschädigung zu bekommen, müssen Sie volljährig sein und zusätzlich zu den allgemeinen Bedingungen (siehe Seite 81) noch folgende spezifische Bedingungen erfüllen:

- jünger als 60 Jahre sein, es sei denn, Sie erfüllen mit 60 noch nicht die erforderlichen Bedingungen, um eine vorgezogene Altersrente zu erhalten;
- in der Lage sein, an den beruflichen Eingliederungsaktivitäten, welche nachfolgend erläutert werden, teilzunehmen, und ebenfalls für solche Aktivitäten verfügbar sein;
- keine Arbeitslosenunterstützung beziehen und an keiner von der Agentur für Arbeit organisierten Maßnahme teilnehmen.

Um Anspruch auf die Eingliederungsentschädigung zu haben, müssen Sie mit dem "Service national d'action sociale" (SNAS) einen Eingliederungsvertrag unterzeichnen, an den beruflichen Eingliederungsaktivitäten teilnehmen und, falls keine Befreiung vorliegt, für den Arbeitsmarkt verfügbar bleiben sowie bereit sein, alle Arbeitsstellen zu akzeptieren, die Ihnen von der Agentur für Arbeit oder vom SNAS zugewiesen werden.

2 DIE ANRECHNUNG DER EINKÜNFTE

Zur Berechnung Ihrer verfügbaren Geldmittel beim Antrag auf eine Eingliederungsentschädigung werden folgende Leistungen berücksichtigt:

- Einkommen aus Erwerbstätigkeit;
- Ersatzeinkommen aufgrund der luxemburgischen oder ausländischen Gesetzgebung;
- Erziehungszulage(n) und Mutterschaftszulage(n);

von Ihnen und allen volljährigen Personen, die mit Ihnen in einer Haushaltsgemeinschaft leben. Diese Einkünfte werden jedoch nicht berücksichtigt bis zur Höhe von 30% des garantierten Mindesteinkommens des Haushaltes. Sie werden zu 30% "immunisiert".

⁴ RMG, Artikel 6

3 DER EINGLIEDERUNGSVERTRAG⁵

Zwischen Ihnen als dem Antragsteller und dem "Service national d'action sociale" wird ein Eingliederungsvertrag abgeschlossen. Er trägt Ihrer gesundheitlichen, sozialen, schulischen, beruflichen und finanziellen Lage Rechnung und enthält folgende Informationen:

- Aspekte, welche sich als sinnvoll für die Ausarbeitung eines Plans zu Ihrer beruflichen bzw. sozialen Eingliederung erweisen;
- die Art der gegenseitigen Verpflichtungen und den Zeitplan der einzelnen Schritte und Eingliederungsaktivitäten, welche für die Umsetzung dieses Planes notwendig sind, sowie die Bedingungen, nach denen mit Ihnen zusammen die Resultate bewertet werden;
- die Art der Möglichkeiten, welche Ihnen angeboten werden können, um Sie bei Ihrem Unterfangen und Ihren Bemühungen zu unterstützen;
- die praktischen Umstände, unter denen Sie an eine Einrichtung vermittelt werden, hier hauptsächlich die Art der Tätigkeit, Anfang und Ende der Vermittlung, die Art der zu verrichtenden Arbeit und die Stundenzahl. Diese Modalitäten befinden sich in einem Anhang zum Eingliederungsvertrag, der ebenfalls von der betreffenden Einrichtung, der Sie zugefügt sind, unterschrieben werden muss.

Die Laufzeit des Eingliederungsvertrags darf zwölf Monate nicht überschreiten. Der Vertrag kann bei Bedarf jederzeit erneuert werden.

Ausnahme:

Während der Laufzeit des Eingliederungsvertrages überprüft der FNS die Einkünfte des Empfängers der Eingliederungsentschädigung, gemäß den Bestimmungen des Kapitels 5 "Wie hoch ist Ihr Gesamtbruttoeinkommen?".

Falls sich daraus ergibt, dass die Summe der derart bestimmten Geldmittel nach Abzug der tatsächlich erhaltenen Eingliederungsentschädigung die Höchstbeträge des garantierten Mindesteinkommens übersteigt, wird der SNAS den abgelaufenen Vertrag nicht mehr verlängern.

4 DIE BERUFLICHEN EINGLIEDERUNGSTÄTIGKEITEN

Es gibt 3 verschiedene berufliche Eingliederungsaktivitäten:

1. Unterstützung bei der Suche nach einem Arbeitsplatz oder Orientierung und Vorbereitung auf eine der nachfolgenden Maßnahmen, während eines Zeitraums von maximal 3 Monaten. Der SNAS kann Ihnen, gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit anderen, in der beruflichen Weiterbildung tätigen, öffentlichen Einrichtungen, eine Bilanz Ihrer beruflichen und sozialen Fähigkeiten erstellen;
2. Zeitlich befristete Zuweisung zu gemeinnützigen Arbeiten beim Staat, den Gemeinden, den öffentlich-rechtlichen Einrichtungen, gemeinnützigen Einrichtungen oder jeder anderen Stelle, Institution oder Vereinigung, welche ein gemeinnütziges Ziel verfolgt;
3. Betriebspraktikum.

⁵ RMG, Artikel 8

Die Dauer der unter 2. und 3. beschriebenen Aktivitäten liegt normalerweise bei 40 Wochenstunden.

Wenn Sie sich in einer der oben beschriebenen Aktivitäten befinden, können Sie auch die Erlaubnis erhalten, an Kursen, Aus- und Weiterbildungen oder Praktika teilzunehmen, um auf diesem Weg eine berufliche Qualifikation zu erwerben oder sie zu verbessern.

Außerdem können Sie auf Vorschlag des "Contrôle médical de la Sécurité sociale" dazu verpflichtet werden, an Kuren, Behandlungen oder anderen Rehabilitierungsmaßnahmen teilzunehmen, um so Ihre Arbeitsfähigkeit wieder herzustellen oder zu verbessern.

5 WIE HOCH IST DIE EINGLIEDERUNGSENTSCHÄDIGUNG?⁶

Die Eingliederungsentschädigung entspricht dem Stundensatz des sozialen Mindestlohns für einen unqualifizierten Arbeitnehmer, also augenblicklich (Stand: 1. September 2012) 10,4132 €. Im Falle eines Betriebspraktikums kann der qualifizierte Mindestlohn ausbezahlt werden, falls die geltenden gesetzlichen Bedingungen erfüllt sind.

Achtung: Dieser Betrag steigt am 1. Oktober 2012 durch die Indexierung um 2,5% und wird am 1. Januar 2013 nochmals angehoben.

Die Eingliederungsentschädigung unterliegt den allgemeinen Sozialabgaben (Rentenversicherung, Krankenkasse und Pflegeversicherung). Den Arbeitgeberanteil der Sozialbeiträge übernimmt der FNS.

Die Eingliederungsentschädigung kann, im Rahmen der von den gesetzlichen Bestimmungen und Verordnungen vorgesehenen Grenzen, abgetreten, gepfändet und beschlagnahmt werden.

6 DIE ARBEITSRECHTLICHEN ASPEKTE

Für die Eingliederungsaktivitäten gelten die gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen in Bezug auf die Arbeitszeit, den Urlaub, die Nachtarbeit, die wöchentliche Ruhepause, die Teilzeitarbeit, die Feiertage, die Sicherheit am Arbeitsplatz und die Frauenarbeit, die Kinderarbeit und die Arbeit von Jugendlichen, sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Juni 1994 betreffend die arbeitsmedizinischen Dienste.

Das Arbeitsvertragsgesetz vom 24. Mai 1989 findet jedoch keine Anwendung.

MAßNAHME

Wenn ein privatwirtschaftliches Unternehmen, bzw. ein öffentliches Unternehmen, das privatrechtlich geführt wird, oder eine "association sans but lucratif" (a.s.b.l.) den Bezieher einer Eingliederungsaktivität mittels Arbeitsvertrag einstellt, kann der FNS diesem Arbeitgeber einen Personalkostenzuschuss bis zur Höhe des Mindestlohns für einen unqualifizierten Arbeitnehmer (plus Arbeitgeberanteil der Sozialbeiträge) für die Dauer des Arbeitsvertrages zahlen. Als Höchstdauer gelten 36 Monate, bzw. 42 Monate, wenn es sich um eine Person des unterrepräsentierten Geschlechts in dem Wirtschaftszweig oder Beruf handelt.

⁶ RMG, Artikel 6

7 DIE BEFREIUNG VON DER TEILNAHME AN DEN EINGLIEDERUNGSAKTIVITÄTEN

Der SNAS hat die Möglichkeit, Sie gegebenenfalls aufgrund eines Gutachtens der arbeitsmedizinischen Dienste oder des Medizinischen Diensts der Sozialversicherungen (Contrôle médical de la sécurité sociale), teilweise oder vollständig von der Teilnahme an einer oder mehreren der Eingliederungsaktivitäten zu entbinden:

- falls Sie ein Kind erziehen, für welches Sie Kindergeld beziehen und die Teilnahme an den Aktivitäten negative Auswirkungen auf die Entwicklung des Kindes hätte;
- falls Sie eine schwer behinderte Person pflegen;
- falls sich, aufgrund Ihres körperlichen oder psychischen Gesundheitszustandes oder Ihrer sozialen oder familiären Situation, die Aktivitäten negativ auf Sie auswirken würden;
- falls Sie studieren oder sich in einer beruflichen Ausbildung befinden, und sich dadurch, gemäß der oben genannten Bilanz Ihrer Fähigkeiten, Ihre Chancen einer beruflichen Integration auf dem normalen Arbeitsmarkt erhöhen.

Während der Dauer der Befreiung haben Sie gemäß nachfolgender Bestimmungen Anspruch auf einen Zuschuss. Gleiches gilt, falls Sie einen Eingliederungsvertrag unterzeichnet haben und aufgrund eines Mangels an geeigneten Eingliederungsaktivitäten nach Ablauf von drei Monaten noch nicht an einer Eingliederungsaktivität teilnehmen konnten.

BITTE BEACHTEN SIE!!!

MAßNAHMEN BEI NICHTEINHALTUNG DES EINGLIEDERUNGS- VERTRAGS

Falls Sie den Eingliederungsvertrag nicht einhalten oder durch Ihr Verhalten den ordnungsgemäßen Ablauf der Eingliederungsaktivitäten und dadurch Ihre Chancen auf Eingliederung gefährden, wird Ihnen der SNAS eine Abmahnung zustellen.

Wenn Sie sich weigern, dieser Abmahnung Folge zu leisten, können Sie den Anspruch auf eine Eingliederungsentschädigung verlieren und gegebenenfalls den Anspruch auf einen RMG-Zuschuss.

Auch ohne Abmahnung können Sie den Anspruch auf die Geldleistung verlieren, wenn Sie während einer Eingliederungsaktivität einen schwerwiegenden Fehler begehen.

Falls Ihnen die Eingliederungsentschädigung dreimal entzogen werden musste, kann Ihnen die Bewilligung der Eingliederungsentschädigung von der zuständigen Behörde verweigert werden. Dieser Entzug kann bis zu zwölf Monate betragen.

8 DIE SOZIALE BETREUUNG

Ob Sie jetzt Empfänger der Eingliederungsentschädigung oder von den Eingliederungsaktivitäten befreit sind, haben Sie, auf Anfrage, Anspruch auf eine Ihrer Situation entsprechende und Ihren Bedürfnissen angemessene soziale Betreuung. Der SNAS sorgt dafür, dass dieser Anspruch auch tatsächlich gewährt wird und übernimmt gegebenenfalls die Koordinierung der Leistungen der verschiedenen regionalen Dienststellen.

Diese soziale Betreuung soll Ihre soziale Eingliederung und diejenige der Mitglieder Ihrer Hausgemeinschaft erleichtern. Sie umfasst die Erstellung einer genauen Beschreibung Ihrer Situation und Ihrer Bedürfnisse.

Sie werden beraten und, unter Wahrung Ihrer Entscheidungsfreiheit, werden Ihnen die Mittel vorgeschlagen, die in Bezug auf Ihre Bedürfnisse am sinnvollsten erscheinen. Außerdem werden Sie gegebenenfalls an die Dienststellen und Personen verwiesen, die Ihnen die nötigen Hilfen anbieten können.

**Bei Fragen wenden Sie sich bitte an die zuständigen Ansprechpartner.
Die Adressen und Telefonnummern finden Sie im Anhang 3 "Nützliche Adressen".**



DER ZUSCHUSS

Um den Zuschuss zu bekommen, müssen Sie die allgemeinen Bedingungen erfüllen. Falls Sie jedoch auch die Bedingungen zum Erhalt einer Eingliederungsentschädigung erfüllen, müssen Sie diese ebenfalls beantragen.

Der Antrag wird beim Sozialamt der Gemeinde, in welcher Sie Ihren Wohnsitz haben, eingereicht, oder Sie schicken den Antrag an die Adresse (gemeinsame Postadresse des FNS und des SNAS), die auf dem Formular steht.

Der Zuschuss wird Ihnen entweder vom zuständigen Sozialamt oder vom Nationalen Solidaritätsfonds ausgezahlt.

Von dem Zuschuss wird der Beitrag für die Pflegeversicherung (1,4% nach Abzug von 1/4 des Mindestlohns) sowie der Krankenversicherungsbeitrag für Naturalleistungen⁷ abgezogen. Den Arbeitgeberanteil übernimmt der Nationale Solidaritätsfonds.

Falls Sie wenigstens 25 Jahre bei der Rentenversicherung pflichtversichert sind und die Eingliederungsentschädigung nicht beantragen können, werden auf dem Zuschuss ebenfalls Rentenbeiträge bezahlt. Hier übernimmt der Nationale Solidaritätsfonds sowohl Arbeitgeber- wie Arbeitnehmeranteil.

⁷ augenblicklich 2,80%

4

WIE HOCH IST IHR
GARANTIERTES
MINDESTEINKOMMEN?

Die Höhe⁸ Ihres garantierten Mindesteinkommens richtet sich nach der Zusammensetzung Ihrer Haushaltsgemeinschaft, das heißt, nach der Zahl der leistungsberechtigten Personen, welche mit Ihnen zusammen leben:

- wohnen Sie allein, so beträgt Ihr garantiertes Mindesteinkommen 1.283,24 €⁹ brutto;
- wohnen Sie zusammen mit einer anderen leistungsberechtigten erwachsenen Person, so beträgt das garantierte Mindesteinkommen des Haushalts 1.924,86 € brutto;
- wohnen noch andere Personen im Haushalt, so erhöht sich das garantierte Mindesteinkommen wie folgt:

367,15 € für jeden weiteren Erwachsenen;

116,66 € für jedes Kind, für welches Sie Kindergeld beziehen.

Achtung: Diese Beträge steigen am 1. Oktober 2012 durch die Indexierung um 2,5% und werden am 1. Januar 2013 im Zuge der Mindestloohnerhöhung nochmals angehoben.

Falls Sie für Ihre Wohnung Miete zahlen, haben Sie Anrecht auf einen Mietkostenzuschuss in Höhe der Differenz zwischen Ihrer Miete und 10% Ihres garantierten Mindesteinkommens, ohne dass dieser Zuschuss jedoch 123,94 € überschreiten kann. Der Mietkostenzuschuss ist weder steuer- noch abgabenpflichtig.

Beispiel :

Haushaltsgemeinschaft: 2 Erwachsene + 3 Kinder.

Das garantierte Mindesteinkommen dieses Haushaltes ergibt sich aus folgender Berechnung:

Erster Erwachsener:	1.283,24 €
Zweiter Erwachsener:	641,62 €
3 Kinder (3 x 116,66 €):	349,98 €

Total:	2.274,84 €
--------	------------

Zahlt diese Haushaltsgemeinschaft eine Miete von 700 €, so steht ihr ebenfalls ein Mietkostenzuschuss von 123,94 € zu (700 € - 227,48 €¹⁰ = 472,52 €; als Höchstbetrag jedoch 123,94 €).

Das garantierte Mindesteinkommen würde in diesem Fall 2.398,78 € betragen (2.274,84 € + 123,94 €).

EXKURS: WER WIRD ZU IHREM HAUSHALT GEZÄHLT?

Im Prinzip werden zu Ihrer Haushaltsgemeinschaft¹¹ alle Personen gezählt, welche mit Ihnen unter einem Dach und aus einer gemeinsamen Kasse leben.

Falls eines Ihrer bezugsberechtigten Kinder zeitweilig außerhalb Ihres Haushaltes untergebracht ist, kann es trotzdem noch dazu gezählt werden, außer wenn die Dauer der Unterbringung ein Jahr übersteigt.

Leben Sie in einer sozialen Institution (wie Alters- oder Pflegeheim, "Foyer", Frauenhaus...), werden Sie, gegebenenfalls zusammen mit Ihrem Ehepartner, Lebenspartner¹² oder Ihren

⁸ RMG, Artikel 5(1)

⁹ siehe Anhang 1 "Basissätze" Seite 130

¹⁰ 10% von 2.274,84 €

¹¹ RMG, Artikel 4(1) - (4)

¹² laut Partnerschaftsgesetz vom 9. Juli 2004

Kindern, als eigener Haushalt angesehen. Bei Klinikaufenthalten gilt dies nur, wenn Sie dort als einfacher "Pflegefall", der nicht von der Krankenkasse übernommen wird, untergebracht sind.

Eine besondere Situation entsteht, wenn das Einkommen Ihrer Mitbewohner so hoch ist, dass für Sie kein Zuschuss herauspringt. Hier hat der Gesetzgeber 3 Fälle vorgesehen, in denen Sie dann, gegebenenfalls zusammen mit Ihrem Ehepartner und Ihren Kindern, sozusagen als eigener Haushalt im Haushalt anderer angesehen werden können. Dadurch wird erreicht, dass diese anderen Mitbewohner nicht in die Berechnung Ihres Zuschusses einbezogen werden.

Die drei Fälle sind:

- Sie leben im Haushalt Ihrer volljährigen Kinder;
- Sie sind volljährig, aber wegen Krankheit oder Invalidität arbeitsunfähig, und leben im Haushalt Ihrer Eltern, Großeltern oder Geschwister;
- Sie sind volljährig und haben Unterkunft gefunden in einem Haushalt, in dem Sie Kosten verursachen. Dies gilt auch für die sozial betreuten Personen.¹³

¹³ Siehe "Die soziale Betreuung", Seite 89



5

WIE HOCH IST IHR GESAMT- BRUTTOEINKOMMEN?

1. Einkünfte, welche ganz angerechnet werden
2. Einkünfte, welche nur teilweise angerechnet werden
3. Einkünfte, welche nicht angerechnet werden
4. Spezielle Einkünfte
5. Vom Einkommen abzugsfähige, spezielle Freibeträge

Beim Gesamtbruttoeinkommen wird unterschieden zwischen Einkünften und Vermögen.

Zu Ihren **Einkünften**¹⁴ gehören alle Beträge, die Sie oder Ihre Mitbewohner aus Löhnen, Sozialversicherungen, Unterhaltszahlungen oder aus anderen Quellen beziehen. Je nach Einkunftsart, werden diese Beträge ganz, teilweise oder gar nicht in die Berechnung Ihres Zuschusses einbezogen.

Als Ihr **Vermögen**¹⁵ sind anzusehen: Sparguthaben, Wertpapiere, Darlehen, Wertgegenstände sowie bebaute und unbebaute Grundstücke.

1 EINKÜNFTE, WELCHE GANZ ANGERECHNET WERDEN

Zu diesen Einkünften gehören u. a.:

- Einkünfte aus beweglichen und unbeweglichen Gütern (z.B. Mieten, Zinserträge oder Dividenden);
- Unterhaltszahlungen, zu welchen Ihr getrennt lebender oder geschiedener Ehepartner Ihnen gegenüber verpflichtet ist.

2 EINKÜNFTE, WELCHE NUR TEILWEISE ANGERECHNET WERDEN

Hierzu gehören:

- Löhne und Gehälter;
- Pensionen und Renten;
- Arbeitslosenunterstützung;
- Unfallentschädigungen;
- Teilunfallrenten;
- Unterhaltszahlungen, welche Sie von Ihren Vor- oder Nachfahren beziehen;
- Krankengeld;
- Mutterschaftsgeld;
- Mutterschafts- und Erziehungszulage;
- Elternurlaubsentschädigung;
- Eingliederungsentschädigung.

Diese Einkünfte werden zum Teil "immunisiert", oder "eingefroren", das heißt, es wird Ihnen ein bestimmter Freibetrag zugestanden. Dieser entspricht 30% Ihres Mindesteinkommens.

¹⁴ RMG, Artikel 19

¹⁵ RMG, Artikel 20

Durch den Mechanismus der "Immunisation" wird also ein Teil Ihres Einkommens nicht in Erwägung gezogen. Man kann dies auch so ausdrücken, dass die oben genannten Einkommensarten nur dann in die Berechnung des Zuschusses einbezogen werden, wenn sie 30% Ihres Mindesteinkommens überschreiten. In folgendem Beispiel könnten Sie also bis zu 647,45 € verdienen, ohne dass sich Ihr Zuschuss dadurch verringern würde.

Gehören zu Ihrem Einkommen mehrere Beträge dieser Einkunftsart, wird der immunisierte Freibetrag auf der Summe dieser Beträge geltend gemacht.

Beispiel:

Sie wohnen zusammen mit Ihrem Ehepartner und 2 Kindern. Ihr Mindesteinkommen beträgt demnach 2.158,18 €. Nehmen wir ferner an, dass Sie arbeiten und als einziges Einkommen einen monatlichen Durchschnittslohn von brutto 1.900 € beziehen.

Zur Berechnung Ihres Zuschusses wird dann dieser Monatslohn nicht in voller Höhe angerechnet, sondern er wird zunächst um 30% Ihres Mindesteinkommens (also $2.158,18 \text{ €} \times 0,30 = 647,45 \text{ €}$) gekürzt. Dies ergibt in unserem Beispiel:

$$1.900 \text{ €} - 647,45 \text{ €} = 1.252,55 \text{ €}$$

Ziehen Sie diesen Betrag von Ihrem Mindesteinkommen ab, so erhalten Sie den Bruttobetrag Ihres Zuschusses, d.h.:

$$2.158,18 \text{ €} - 1.252,55 \text{ €} = 905,63 \text{ €}.$$

3 EINKÜNFTE WELCHE NICHT ANGERECHNET WERDEN

Zu diesen Einkünften gehören:

- Staatliche Finanzhilfen sowie freiwillige Zahlungen der Sozialämter (Heizkostenzuschuss, Einkellerungsprämie, einmalige Zuwendungen usw.) oder privater Hilfsorganisationen;
- einige Familienzulagen (Geburts- und Schulanfangszulagen, Kindergeld, inklusive Sonderzulage für behinderte Kinder);
- die Geldleistungen der Pflegeversicherung;
- das berufliche Einkommen des Kindes, das jünger als 25 Jahre alt ist, bis zum Betrag des garantierten Mindesteinkommens für den ersten Erwachsenen¹⁶.

4 SPEZIELLE EINKÜNFTE

Neben den bisher dargestellten Einkommensarten bleiben noch 3 spezielle Einkommensarten zu erwähnen, und zwar:

- Naturalleistungen¹⁷;
- Lebensrenten¹⁸;

¹⁶ 1.283,24 € am 1. September 2012

¹⁷ RMG, Artikel 19(2)

¹⁸ RMG, Artikel 20(1)

- der Mietwert Ihres Eigenheimes¹⁹.

Naturalleistungen können Ihnen angerechnet werden, wenn Sie im Haushalt nicht bezugsberechtigter Personen wohnen. Es wird dann angenommen, dass Sie im Haushalt Ihrer Gastgeber kleinere Arbeiten verrichten (Haushaltsarbeiten, Kinderbetreuung, usw.), welche diese Ihnen mit Naturalleistungen, wie Kost und Logis, entgelten. Die Höhe dieser in Rechnung zu stellenden Summe richtet sich nach dem in der Steuergesetzgebung verankerten Durchschnittswert für Naturalleistungen, d.h. zur Zeit 150 €.

Die so genannte Lebensrente ist ein theoretischer Betrag, der sich durch Umrechnung Ihres Vermögens ergibt. Diese Umrechnung erfolgt indem der "Wert" Ihres Vermögens mit einem bestimmten Koeffizienten multipliziert wird. Das Problem dabei ist, wie der "Wert" des Vermögens bestimmt werden soll. Hierzu sieht das Gesetz folgendes vor:

- bei beweglichen Gütern gilt deren Nenn- oder Verkaufswert, abzüglich eines Freibetrages von 2.478,94 €, Index 100, z.Z. also 18.290,36 €²⁰;
- bei unbeweglichen Gütern wird der "Wert" Ihres Vermögens folgendermaßen errechnet²¹:
 - handelt es sich um Ackerland oder Wälder, wird der vom Steueramt festgelegte Einheitswert mit dem Koeffizienten²² "60" multipliziert;
 - bei allen anderen Immobilien wird mit dem Koeffizienten "100" multipliziert. Wird der so errechnete Wert von Ihnen beanstandet, kann dieser auch durch Expertise festgestellt werden.

Nachdem der Wert Ihres Vermögens auf die oben erklärte Weise errechnet wurde, wird dieser nur noch mit dem zutreffenden Koeffizienten multipliziert und durch 12 geteilt und man erhält so die monatliche Lebensrente.

Beträgt die Lebensrente mehr als 150% Ihres Mindesteinkommens, wird sie in voller Höhe in Rechnung gestellt. Ist sie hingegen kleiner, so können Sie beantragen, dass der Gesamtwert Ihrer unbeweglichen Güter nicht zur Berechnung Ihres Zuschusses hinzugezogen wird.²³

Beispiel:

Nehmen wir an, Ihr Haushalt begreift 2 miteinander verheiratete²⁴ Erwachsene und zwei Kinder. Ihr Mindesteinkommen wäre 2.158,18 €. Sie besitzen ein eigenes Haus, dessen Einheitswert von der Steuerverwaltung auf 1.500 € fixiert wurde und Ländereien, deren Einheitswerte 1.000 € ergeben.

Nehmen wir an, Sie seien 50 Jahre alt.

Berechnung der Lebensrente:

- | | |
|-------------------------------|---|
| - Wert der Ländereien: | $1.000 \text{ €} \times 60 = 60.000 \text{ €}$ |
| - Wert des Hauses: | $1.500 \text{ €} \times 100 = 150.000 \text{ €}$ |
| - Gesamtwert ihres Vermögens: | 210.000 € |
| - Lebensrente: | $210.000 \text{ €} \times 0,0507 : 12 = 887,25 \text{ €}$ |

Berechnung des Zuschusses:

- Die Lebensrente ist kleiner als 150% Ihres Mindesteinkommens. Demnach können Sie beantragen, dass sie nicht angerechnet wird.

¹⁹ RMG, Artikel 20(5)

²⁰ RMG, Artikel 20(2)

²¹ RMG, Artikel 20(3)

²² Großherzogliche Verordnung vom 16. Januar 2001

²³ siehe auch "Wann wird eine Hypothek eingetragen?" Seite 129

²⁴ Dies ist insofern wichtig, weil es verschiedene Koeffizienten für Verheiratete und nicht Verheiratete gibt.

5 VOM EINKOMMEN ABZUGSFÄHIGE, SPEZIELLE FREIBETRÄGE

Neben den durch die oben erklärte "Immunisation" sich ergebenden Freibeträgen werden auch Beträge, die Sie aufgrund einer Alimentenverpflichtung an nicht zu Ihrem Haushalt gehörende Verwandte zahlen, bei der Berechnung Ihres Einkommens integral abgezogen.

Besagte Beträge werden von Ihren Einkünften (einschließlich theoretischer Beträge, wie Naturalleistungen) abgezogen. Dies kann auch zusätzlich zu einer bereits vorgenommenen Immunisierung in Frage kommender Einkünfte erfolgen.

Example :

Sie wohnen allein mit Ihren 2 Kindern (Miete: 700 €) und beziehen von Ihrem geschiedenen Ehegatten eine persönliche Alimentenrente von 450 € sowie je 140 € pro Kind. Sie arbeiten stundenweise, was Ihnen monatlich 600 € einbringt.

• Mindesteinkommen:	1.516,56 € ²⁵
• Immunisierbarer Teil:	454,97 € ²⁶
• Immunisierbares Einkommen:	880 € ²⁷
• Integral aufzurechnende Einkünfte:	450 €
• Anzurechnendes Gesamtbruttoeinkommen (nach Abzug des immunisierbaren Teils):	875,03 € ²⁸
• Mietkostenzuschuss:	123,94 € ²⁹
Ihr Bruttozuschuss wäre dann folgender:	765,47 € ³⁰

EXKURS: DIE ANRECHNUNG DER ALIMENTENZAHLUNGEN

Wie oben schon erklärt, werden die durch das bürgerliche Gesetzbuch geregelten Alimentenzahlungen teilweise oder ganz angerechnet.

Der Antragsteller / Bezieher ist verpflichtet, seine Rechte gegenüber dem Schuldner geltend zu machen. Wenn letzterer seiner Alimentenverpflichtung nicht oder nur ungenügend nachkommt, muss der Gläubiger, nachdem er per Einschreiben vom FNS dazu aufgefordert wurde, seine Rechte geltend machen.

Jedoch kann keine Alimentenforderung eines Elternteils oder eines Adoptivelternteils gegenüber einem Kind oder Adoptivkind von mindestens 30 Jahren verlangt werden.

Am 1. des Monats, der auf das Einschreiben folgt, zahlt der FNS den festgesetzten Beitrag für 6 Monate. Die Dauer kann jeweils verlängert werden bis der Gläubiger seine Rechte gegenüber dem Schuldner geltend gemacht hat.

Wenn der Gläubiger sich weigert, von seinen Rechten gegenüber dem Schuldner Gebrauch zu machen, kann die zuständige Behörde den Betrag der Alimente festsetzen, nachdem sie festgestellt hat, dass der Alimentenschuldner in der Lage ist, Alimente zu zahlen. Dieser Betrag wird dem Antragsteller dann als Einkommen angerechnet.

²⁵ 1.283,24 € + (2 x 116,66 €) siehe auch Anhang 1 "Basissätze" Seite 130

²⁶ 30% von 1.516,56 €

²⁷ berufliches Einkommen + Alimente für die Kinder (600 € + 280 €)

²⁸ 880 € - 454,97 € + 450 € (persönliche Alimentenrente)

²⁹ 700 € - 151,66 € (10% von 1.516, 56 €) = 548,34 € also höher als 123,94 €

³⁰ 1.516, 56 € - 875,03 € + 123,94 €

Wenn der Gläubiger, trotz aller unternommener Schritte, die Alimente nicht vom Alimentenschuldner gezahlt bekommt, kann der FNS diese, an Stelle des Gläubigers, beim Schuldner gerichtlich einklagen.

Es können keine gerichtlichen Schritte gegen Personen unternommen werden, deren zu versteuerndes Einkommen weniger als dreimal den sozialen Mindestlohn beträgt. Der eingeklagte Betrag darf die Höhe des sozialen Mindestlohns nicht überschreiten.

Diese Einschränkungen gelten jedoch nicht, falls der Unterhaltsschuldner ein getrennt lebender Ehegatte, ein in Scheidung befindlicher Ehegatte, ein von Tisch und Bett getrennter Ehegatte, ein geschiedener Ehegatte, ein Lebenspartner oder ehemaliger Lebenspartner³¹ oder ein Elternteil eines minderjährigen Kindes ist.

Bei Fragen in Bezug auf die Berechnung Ihres Zuschusses wenden Sie sich bitte an die Ansprechpartner des Nationalen Solidaritätsfonds. Adresse und Telefonnummer finden Sie im Anhang 3 "Nützliche Adressen".

³¹ Laut Partnerschaftsgesetz vom 9. Juli 2004



WIE SIE IHREN ANTRAG STELLEN

1. Was beinhaltet das Antragsformular?
2. Welche Belege sind dem Antrag beizufügen?
3. Wo kann der Antrag eingereicht werden?

WICHTIG

Das garantierte Mindesteinkommen besteht entweder aus der Eingliederungsentschädigung, dem Zuschuss zum garantierten Mindesteinkommen oder aus beiden Leistungen gleichzeitig. Alle Leistungen werden mit einem einzigen Formular beantragt und von der jeweils zuständigen Stelle (SNAS, FNS) weiter bearbeitet.³²

Wenn Sie also die Eingliederungsentschädigung oder einen Zuschuss beantragen wollen, wenden Sie sich an:

- das Sozialamt der Gemeinde, in der Sie wohnen, oder
- den Nationalen Solidaritätsfonds, oder
- den Service national d'action sociale.

Dort erhalten Sie ein Antragsformular, bei dessen Ausfüllen Sie die Hilfe der zuständigen Mitarbeiter in Anspruch nehmen können.

1 WAS BEINHALTET DAS ANTRAGS-FORMULAR?

Dieses Formular beinhaltet alle Fragen, die notwendig sind zur Feststellung:

- Ihrer Personalien;
- Ihrer Bezugsberechtigung;
- Ihrer Einkünfte;
- Ihrer Vermögenslage;
- Ihrer Wohnsituation;
- Ihrer Arbeitssituation;
- Ihrer Krankenversicherung;
- und Ähnlichem.

Falls zu Ihrem Haushalt weitere Personen gehören, werden für diese die gleichen Angaben erfragt.

2 WELCHE BELEGE SIND DEM ANTRAG BEIZUFÜGEN?

Dem Antrag sind verschiedene Belege beizufügen und zwar:

- Belege, die den Anlaufzeitpunkt Ihres Zuschusses mitbestimmen:
 - für jede, Ihrem Haushalt angehörende Person, die einen Zuschuss beantragt, eine Aufenthaltsbescheinigung von einer oder mehreren Gemeinden, außer Sie sind staatenlos oder politischer Flüchtling. Bei Kindern genügt eine Bescheinigung über ihren Aufenthalt zum Zeitpunkt Ihres Antrags;

³² RMG, Artikel 17

- eine Bescheinigung der Gemeindeverwaltung über Ihre Haushaltszusammensetzung;
- für jedes Kind ist, zur Bestätigung, dass es Anrecht auf Kindergeld hat, eine Bescheinigung seitens der "Caisse nationale des prestations familiales" beizulegen.

Des Weiteren muss jeder volljährige Antragsteller im Besitz einer gültigen Aufenthaltsbescheinigung sein, wenn er Angehöriger eines EU- oder EWR-Mitgliedsstaats ist, ansonsten muss er den Beweis erbringen, dass er sich während der 5 Jahre vor der Antragstellung legal im Land aufgehalten hat.

- Belege, die nur gelten, wenn Sie weniger als 60 Jahre alt sind und die Sie gegebenenfalls nachreichen können:
 - eine Bescheinigung, falls Sie arbeiten, dass Sie bei einer Pensionskasse versichert sind;
 - oder, wenn Sie nicht arbeiten, eine Bescheinigung von Ihrer Pensions- oder Unfallversicherung, dass Sie eine Invaliden- oder Unfallrente beziehen;
 - eine Bescheinigung der Pensionskasse, dass Sie die Anwartschaft für eine Altersrente erfüllen;
 - andernfalls eine Bescheinigung der Agentur für Arbeit, dass Sie dort als Arbeit Suchender eingetragen sind, oder eine Bescheinigung vom "Service national d'action sociale", dass Sie vorübergehend von der Arbeitsbedingung entbunden sind;
 - eine Bescheinigung vom "Service national d'action sociale", dass Sie bereit sind, an einer Eingliederungsaktivität teilzunehmen oder aber vorübergehend davon entbunden sind.

Für jeden Antragsteller unter 60, der aufgrund einer Arbeitsunfähigkeit von der Altersbedingung befreit werden sollte oder längerfristig von der Arbeitsbedingung entbunden werden sollte, kann eine Bescheinigung vom medizinischen Dienst der Sozialversicherungen gefordert werden.

- Belege, die Sie einreichen müssen, wenn Sie jünger als 25 Jahre sind (je nach Fall):
 - ein ärztliches Attest, das bestätigt, dass Sie wegen Krankheit oder Behinderung nicht in der Lage sind, für Ihren Lebensunterhalt zu sorgen;
 - eine Bescheinigung der Gesundheitskasse (Caisse nationale de santé) oder eines Arztes, dass Sie eine pflegebedürftige oder schwer kranke Person pflegen.

3 WO KANN DER ANTRAG EINGEREICHT WERDEN?³³

Der Antrag wird in der Regel an die Adresse gesandt, welche auf dem Formular steht. Dies ist eine gemeinsame Adresse für den Nationalen Solidaritätsfonds und den Service national d'action sociale.

Mit Ihrer Unterschrift als Antragsteller einer Eingliederungsentschädigung erlauben Sie dem SNAS festzustellen, ob Ihnen ebenfalls ein Zuschuss zusteht, und Ihren Antrag in den Nationalen Solidaritätsfonds weiterzuleiten.

Sie können Ihren Antrag aber auch beim Sozialamt Ihrer Wohngemeinde³⁴ einreichen.

³³ RMG, Artikel 22-24

³⁴ RMG, Artikel 22

Die Sozialämter sind gesetzlich verpflichtet, Ihnen spätestens 30 Tage nachdem Sie Ihren Antrag, inklusive der erforderlichen Belege, eingereicht haben, den Betrag, den Beginn und die Dauer Ihres Zuschusses schriftlich mitzuteilen. Danach wird Ihr Antrag an den FNS weitergeleitet.

In besonderen Notfällen³⁵ kann der Präsident des Sozialamtes oder der Regierungskommissar des SNAS sogar innerhalb von 24 Stunden über Ihren Antrag entscheiden.

In der Praxis können alle Sozialdienste (centre médico-social, Nachbarschaftsdienste des Roten Kreuzes, therapeutische Zentren, Aufnahmestrukturen usw.) beim Ausfüllen des Antrags behilflich sein.

Der Nationale Solidaritätsfonds stellt gewissermaßen die Zentralkasse des Mindesteinkommens dar. An ihn werden alle Anträge weitergeleitet. Gesetzlich steht dem Nationalen Solidaritätsfonds eine Frist von bis zu 3 Monaten zu, innerhalb der er Anträge, welche direkt an ihn gerichtet wurden, beantworten muss.

³⁵ RMG, Artikel 24



WAS PASSIERT NACH IHREM ANTRAG?

1. Der schriftliche Bescheid
2. Einverstanden oder nicht?

1 DER SCHRIFTLICHE BESCHEID

Ihr Antrag wird von den zuständigen Beamten bearbeitet. Nachdem alle Belege eingegangen sowie die Berechnungen abgeschlossen sind, wird von der zuständigen Stelle eine Entscheidung getroffen.

Es wird Ihnen dann schriftlich mitgeteilt, ob mit Ihnen ein Eingliederungsvertrag abgeschlossen wird und ob Sie Recht auf einen Zuschuss haben, und in welcher Höhe. Die einzelnen Elemente, die zur Berechnung Ihres Zuschusses herangezogen wurden, werden aufgezählt, so dass Sie diese nachvollziehen können.

2 EINVERSTANDEN ODER NICHT?

Nach Erhalt des Bescheids sollten Sie alle Angaben in Ruhe überprüfen und sich diese notfalls erklären lassen.

Sind Sie mit einzelnen Angaben oder Bedingungen nicht einverstanden, so halten Sie zunächst mit der zuständigen Stelle Rücksprache. Auf diese Weise können eventuell bestehende Missverständnisse am schnellsten behoben werden. Wenn Sie danach immer noch nicht einverstanden sind, haben Sie die Möglichkeit, Einspruch zu erheben.



WENN SIE EINSPRUCH EINLEGEN WOLLEN

1. Wie gehen Sie vor?

Das Gesetz gibt Ihnen ein Recht auf Einspruch³⁶ gegen alle Entscheidungen des Nationalen Solidaritätsfonds und des "Service national d'action sociale", so z. B. in folgenden Fällen:

- wenn Ihnen die Geldleistung verweigert wurde;
- wenn Sie mit bestimmten Einzelheiten der Entscheidung nicht einverstanden sind (z. B. Berechnung, Auflagen, usw.);
- wenn Ihnen die Geldleistung entzogen wurde.

Gegen die Entscheidungen des Sozialamtes kann kein Einspruch beim Schiedsgericht der Sozialversicherungen eingelegt werden.

Falls solche Entscheidungen vom Antragsteller beanstandet werden, muss das Sozialamt innerhalb von 10 Tagen die Akte an den Nationalen Solidaritätsfonds weiterreichen. Dieser wird die Akte bearbeiten und innerhalb von 2 Monaten dem Antragsteller eine Entscheidung mitteilen, gegen die dann beim Schiedsgericht der Sozialversicherungen Einspruch eingelegt werden kann.

1 WIE GEHEN SIE VOR?

1. Innerhalb von 40 Tagen nach Zustellung des beanstandeten Bescheids können Sie beim Präsidenten des Schiedsgerichts der Sozialversicherungen Einspruch erheben. Schreiben Sie dazu an folgende Adresse:

Conseil arbitral de la sécurité sociale
16, bd. de la Foire
L-1528 Luxembourg

2. Falls Sie auch die Entscheidung des Schiedsgerichts beanstanden möchten, so können Sie beim Obersten Schiedsgericht der Sozialversicherungen Einspruch erheben. Wenden Sie sich dazu innerhalb von 40 Tagen nach Zustellung der Entscheidung des Schiedsgerichts an folgende Adresse:

Conseil supérieur de la sécurité sociale
14, avenue de la Gare
L-1610 Luxembourg

3. Im Falle von Gesetzesverstößen oder substantieller Formfehler können die Entscheidungen der beiden zuvor genannten Instanzen der Sozialversicherungen, innerhalb der gleichen Frist, vor dem Kassationshof beanstandet werden.
4. In allen Fällen steht Ihnen in vollem Umfang Gerichtshilfe³⁷ zu.

³⁶ RMG, Artikel 33
³⁷ FNS, Artikel 23(6)

WAS SIE ÜBER DIE AUSZAHLUNG WISSEN MÜSSEN

1. Wann und wie wird zum ersten Mal ausgezahlt?
2. Wann wird die Geldleistung neu berechnet?
3. Wann kann Ihnen die Geldleistung aberkannt werden?

1 WANN UND WIE WIRD ZUM ERSTEN MAL AUSGEZAHLT?

Ausgezahlt wird erst, nachdem Ihnen der Bescheid zugestellt wurde.

Ist dies der Fall, so hängt es wiederum von der zuständigen Stelle ab, wann Sie Ihr erstes Geld bekommen:

- beim Nationalen Solidaritätsfonds werden die Zuschüsse in der Regel am nächsten Monatsanfang auf Ihr Konto überwiesen;
- bei den Sozialämtern dagegen hängt die Auszahlung von den Gepflogenheiten der einzelnen Ämter ab. Am Besten informieren Sie sich deshalb selbst bei Ihrer Wohngemeinde;
- die Eingliederungsentschädigung erhalten Sie, wenn Sie den Eingliederungsvertrag unterschrieben haben und an einer Eingliederungsaktivität teilnehmen. Sie wird jeweils am Ende des laufenden Monats auf Ihr Bankkonto überwiesen.

2 WANN WIRD DIE GELDLEISTUNG NEU BERECHNET?

BITTE BEACHTEN SIE!!!

Jede Änderung Ihrer Wohn- oder Einkommenssituation kann eine Neuberechnung Ihres Zuschusses nach sich ziehen.

Deshalb müssen Sie dies innerhalb desselben Monats dem Sozialamt oder dem Nationalen Solidaritätsfonds melden.³⁸

- Als Änderungen Ihrer Wohnsituation werden unter Anderem angesehen:
 - wenn Sie an eine andere Adresse umziehen;
 - wenn Mitbewohner umziehen, zuziehen oder sterben;
 - wenn zu Ihrem Haushalt Kinder dazukommen;
 - wenn Sie für ein zu Ihrem Haushalt gehörendes Kind kein Kindergeld mehr beziehen.
- Als Änderungen in Ihrer Einkommenssituation gelten u. A.:
 - wenn Ihre Einkünfte oder Ihr Vermögen zu- oder abnehmen;
 - wenn die Einkünfte oder das Kapital Ihrer Mitbewohner zu- oder abnehmen.
- Zusätzlich kann es zu einer Neuberechnung Ihres Zuschusses kommen:
 - bei Indexanpassungen;

³⁸ RMG, Artikel 26

- wenn sich herausstellt, dass bei der Erstberechnung Ihres Zuschusses bestimmte Angaben fehlten oder falsch waren;
- wenn die Basissätze des Mindesteinkommens gesetzlich oder reglementarisch angehoben werden.

3 WANN KANN IHNEN DIE GELD-LEISTUNG ABERKANNT WERDEN?³⁹

Sobald Sie eine der gesetzlich festgeschriebenen Bedingungen nicht mehr erfüllen, wird Ihnen die Geldleistung aberkannt.

Dies ist beispielsweise der Fall, wenn Sie nicht mehr im Großherzogtum Luxemburg wohnen.

Folgende Beispiele können sich ergeben, wenn Sie bei der Zuerkennung des Zuschusses von den Ausnahmebestimmungen zur Altersklausel profitiert haben und solange Sie jünger als 25 Jahre alt sind:

- wenn zu Ihrem Haushalt kein Kind mehr zählt, für das Sie Kindergeld beziehen;
- wenn Sie keine schwerstbehinderte Person mehr pflegen.

Ferner kann Ihnen der Zuschuss aberkannt werden, wenn Sie die damit verbundenen Auflagen nicht mehr erfüllen, so zum Beispiel:

- wenn Sie nicht mehr bei der Agentur für Arbeit eingeschrieben sind oder dort nicht mehr regelmäßig vorstellig werden;
- wenn Sie umziehen, ohne der zuständigen Stelle Ihre neue Adresse mitzuteilen;
- während einer Gefängnishaft oder während der Internierung in einer Erziehungsanstalt⁴⁰.

³⁹ RMG, Artikel 27

⁴⁰ RMG, Artikel 3(1) e)

WAS SIE ÜBER DIE RÜCK- ZAHLUNG WISSEN MÜSSEN

1. Wann müssen Sie zurückzahlen?
2. Wieviel kann zurückgefordert werden?
3. Rückerstattungsansprüche gegenüber Drittpersonen
4. Wann wird eine Hypothek eingetragen?

1 WANN MÜSSEN SIE ZURÜCKZAHLEN?⁴¹

Rückzahlungen beziehen sich ausschließlich auf den Zuschuss. Die Eingliederungsentschädigung kann, sofern sie nicht unberechtigtweise bezogen wurde, nicht zurück gefordert werden.

Rückzahlungen werden in der Regel erst nach Ihrem Tode geltend gemacht, sofern Sie ein bestimmtes Vermögen hinterlassen. Zu Ihren Lebzeiten sind Rückzahlungsforderungen trotzdem möglich, vor Allem:

- wenn Sie unberechtigtweise und womöglich durch bewusste Irreführung der zuständigen Stellen Zuschüsse bezogen haben;
- wenn Ihre Vermögenslage sich grundsätzlich ändert (z. B. durch Erbschaften oder durch hohe Gewinne bei Glücksspielen).

Nach Ihrem Tode fordert der FNS die Rückzahlung der gezahlten Beträge:

- von Ihrer Nachlassenschaft bis zur Höhe der hinterlassenen Aktiva;
- von Ihrem Vermächtnisnehmer bis zur Höhe des Vermächtnisses;
- vom Empfänger Ihrer Schenkung bis zur Höhe dieser Schenkung. Dies betrifft alle direkten oder indirekten Schenkungen, die Sie nach Ihrer Antragstellung, oder in einem Zeitraum von 10 Jahren vor Ihrer Antragstellung, oder nach Ihrem fünfzigsten Lebensjahr gemacht haben.

2 WIEVIEL KANN ZURÜCKGEFORDERT WERDEN?

Die Rückzahlungsforderungen beziehen sich in ihrer Höhe selbstverständlich nur auf die insgesamt ausbezahlten Zuschüsse.

Zu Ihren Lebzeiten richten sich Rückzahlungsforderungen normalerweise nach Ihrer individuellen finanziellen Situation, d.h. es gilt das Prinzip der Zumutbarkeit, da es nicht sinnvoll wäre, Sie durch allzu hohe Rückzahlungsforderungen in die Abhängigkeit vom Mindesteinkommen zurückzusetzen.

Nach Ihrem Tode werden die Rückzahlungsforderungen durch die Höhe Ihrer hinterlassenen Aktiva, Ihres Vermächtnisses oder gegebenenfalls Ihrer Schenkungen begrenzt.

Daneben sind einige Freibeträge vorgesehen. Diese können, je nach Art, bei der zurückzufordernden Summe oder bei den hinterlassenen Aktiva abgezogen werden.

Im Einzelnen handelt es sich um folgende Fälle:

- Hinterlassen Sie einen Ehepartner oder Erben in direkter Linie, werden 29.747 € Index 100⁴² von Rückzahlungsforderungen freigestellt.
- War zum Zeitpunkt Ihres Todes ein minderjähriger Erbe in direkter Linie oder Ihr überlebender Ehepartner teilweise oder ganz zu Ihren Lasten und verfügt er nicht über ein Einkommen welches höher liegt als 2,5 Mal den Mindestlohn, können bis zur Höhe seines Erbteils keine Rückzahlungsforderungen gestellt werden.

⁴¹ RMG, Artikel 28

⁴² Am 1. September 2012: 219.482,29 €

- Begreift Ihre Nachlassenschaft ein Wohnhaus, wird dieses, zusammen mit den dazugehörigen Mobilien, in Höhe seines Verkaufswertes von Rückzahlungsforderungen freigestellt, und zwar solange Ihr überlebender Ehepartner oder ein anderer Erbe in direkter Linie darin wohnen bleibt. Allerdings lässt der FNS in diesem Falle eine gesetzliche Hypothek eintragen, um somit bestehende Rückzahlungsforderungen abzusichern.
- Der FNS verzichtet auf die Rückerstattung der Beträge, die er an Ihrer Stelle bei Ihren Alimentenschuldnern eingeklagt hat⁴³.
- Falls Ihnen von Ihren Vor- oder Nachfahren Alimente gezahlt wurden, können diese Ihnen bei Rückzahlungsforderungen gutgeschrieben werden⁴⁴.
- Sind keine Erben in direkter Linie oder kein überlebender Ehepartner vorhanden, beläuft sich der Freibetrag auf 206 € Index 100⁴⁵.

3 RÜCKERSTATTUNGSANSPRÜCHE GEGENÜBER DRITTPERSONEN⁴⁶

Der FNS kann den Zuschuss bei der Drittperson, die den für die Zahlung des Zuschusses Ausschlag gebenden Tatbestand verschuldet hat, einfordern.

Ebenfalls kann der FNS an die Stelle des Gläubigers treten, um alle rechtlichen Schritte zwecks Festsetzung, Neuberechnung oder Wiedererlangung der vom Schuldner nicht gezahlten Alimente zu unternehmen.

Hierfür muss der Gläubiger aber alle legalen Möglichkeiten zur Erstattung der Alimente ausgeschöpft haben.

Die Einforderung kann aber nur bei Personen erfolgen, die ein zu versteuerndes Einkommen von mehr als dem Dreifachen des sozialen Mindestlohnes haben, und sie kann nur bis zur Höhe des sozialen Mindestlohnes erfolgen.

Diese Beträge gelten jedoch nicht für Geschiedene, im Begriff der Scheidung lebende Ehepartner, getrennt lebende Ehepartner, Lebenspartner⁴⁷ oder ehemalige Lebenspartner, sowie für die Eltern ihres minderjährigen Kindes.

BITTE BEACHTEN SIE!!!

Klauseln, die bei Scheidung in gegenseitigem Einvernehmen Alimentenzahlungen regeln oder Unterhaltsverzicht vorsehen, haben gegenüber dem Nationalen Solidaritätsfonds keine Gültigkeit.

⁴³ RMG, Artikel 28(3) und Artikel 21(4)

⁴⁴ RMG, Artikel 28(3)

⁴⁵ Am 1. September 2012: 1.519,93 €

⁴⁶ RMG, Artikel 29 und Artikel 21(4)

⁴⁷ laut Partnerschaftsgesetz vom 9. Juli 2004

4 WANN WIRD EINE HYPOTHEK EINGETRAGEN?

Der FNS kann auf Ihre Immobilien eine gesetzliche Hypothek eintragen lassen, um etwaige Rückzahlungsansprüche abzusichern⁴⁸.

48 RMG, Artikel 30

ANHANG 1

BASISSÄTZE

ACHTUNG:

Diese Beträge steigen am 1. Oktober 2012 durch die Indexierung um 2,5% und werden am 1. Januar 2013 im Zuge der Mindestlohnerhöhung nochmals angehoben.

Haushaltsgemeinschaft	Index 100	Index 737,83 brutto	Index 737,83 netto ⁴⁹	Immuni-sierbarer Teil	Brutto und + immuni-sierbarer Teil
erster Erwachsene	173,92	1.283,24	1.235,50	384,97	1.668,21
zweiter Erwachsene	86,96	641,62	620,82	192,49	834,11
jeder weitere Erwachsene	49,76	367,15	356,87	110,15	477,30
Zuschlag pro Kind	15,81	116,66	113,39	35,00	151,66
Mietkostenzuschuss (maximal) ⁵⁰			123,94		
1 Erwachsener + 1 Kind	189,73	1.399,89	1.347,25	419,97	1.819,86
1 Erwachsener + 2 Kinder	205,54	1.516,54	1.459,00	454,96	1.971,51
1 Erwachsener + 3 Kinder	221,35	1.633,19	1.570,75	489,96	2.123,15
1 Erwachsener + 4 Kinder	237,16	1.749,84	1.682,50	524,95	2.274,80
1 Erwachsener + 5 Kinder	252,97	1.866,49	1.794,25	559,95	2.426,44
2 Erwachsene	260,88	1.924,86	1.850,17	577,46	2.502,32
2 Erwachsene + 1 Kind	276,69	2.041,51	1.961,92	612,45	2.653,97
2 Erwachsene + 2 Kinder	292,50	2.158,16	2.073,67	647,45	2.805,61
2 Erwachsene + 3 Kinder	308,31	2.274,81	2.185,42	682,44	2.957,26
2 Erwachsene + 4 Kinder	324,12	2.391,46	2.297,17	717,44	3.108,90
2 Erwachsene + 5 Kinder	339,93	2.508,11	2.408,92	752,43	3.260,55
3 Erwachsene	310,64	2.292,00	2.201,89	687,60	2.979,60
3 Erwachsene + 1 Kind	326,45	2.408,65	2.313,64	722,60	3.131,25
3 Erwachsene + 2 Kinder	342,26	2.525,30	2.425,39	757,59	3.282,89
3 Erwachsene + 3 Kinder	358,07	2.641,95	2.537,14	792,59	3.434,54
3 Erwachsene + 4 Kinder	373,88	2.758,60	2.648,89	827,58	3.586,18
3 Erwachsene + 5 Kinder	389,69	2.875,25	2.760,64	862,58	3.737,83

alle Beträge in Euro

49 Nettobetrag = Bruttobetrag abzüglich der Beiträge für die Krankenversicherung (2,80% = Satz für Naturalleistungen) und die Pflegeversicherung.

50 Der Mietkostenzuschuss entspricht der Differenz zwischen der effektiven Miete und 10% des garantierten Mindesteinkommens, ohne jedoch 123,94 übersteigen zu können.

ANHANG 2



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

8-10, rue de la Fonderie
LUXEMBOURG
Tél: 49 10 81-1 Fax: 26 12 34 64
www.fns.lu

Öffnungszeit der Schalter:
Morgens : 8h30 - 11h30

Boîte Postale 2411
L-1024 Luxembourg

SERVICE NATIONAL D'ACTION SOCIALE

12-14, avenue Emile Reuter
LUXEMBOURG
Tél: 247 - 83636 Fax: 40 47 06
www.snas.etat.lu

Öffnungszeit der Schalter:
8h30 - 11h30 und 13h00 - 17h00

ANTRAG ZUR ERLANGUNG EINER LEISTUNG IM RAHMEN DES MINDESTEINKOMMENS

eingeführt durch das abgeänderte Gesetz vom 29. April 1999 betreffend Schaffung
des Anrechts auf ein garantiertes Mindesteinkommen

Antragsteller

Name :				Vorname :			
Erkennungsnummer :							
Strasse und Nummer :							
Postleitzahl und Wohnort :							
Wohnen Sie auf Miete ?	ja ☐			nein ☐			
Telefon :				GSM :			
Kontoinhaber :							
Bank :							
IBAN-Kontonummer :	LU						
Gewünschte Sprache für den Schriftverkehr:	französisch ☐			deutsch ☐			

Den Verwaltungen vorbehalten

Organisme ayant rempli la demande	
Nom de l'agent	
Téléphone	
Date où la demande est réputée être faite	

Erkennungsnummer :	
--------------------	--

Auskünfte betreffend die Person des Antragstellers

Name :		Vorname :	
Zivilstand :	☐ ledig	☐ verheiratet	☐ Partnerschaft
	☐ verwitwet	☐ geschieden	☐ getrennt
		ja	nein
Üben Sie eine berufliche Tätigkeit aus ?		☐	☐
Sind Sie arbeitsunfähig ?		☐	☐
Sind Sie Student ?		☐	☐

Fragebogen bezüglich der Einkünfte

	ja	nein
Einkünfte aus beruflichen Tätigkeiten	☐	☐
Krankengeld	☐	☐
Arbeitslosenunterstützung	☐	☐
Luxemburgische Rente	☐	☐
Unfallrente	☐ (2)	☐
Ausländische Rente	☐ (2)	☐
Mutterschaftszulage	☐ (2)	☐
Erziehungszulage oder Elternurlaubsentschädigung	☐	☐
Bezieher einer Alimentenrente	☐ (2)	☐
Schuldner einer Alimentenrente	☐ (3)	☐
Einkommen aus beweglichen und unbeweglichen Gütern (Miete, Pacht, Wohnrecht, Nutzniessung, Lebensunterhalt, usw.)	☐ (2)	☐
Andere Einkommen	☐ (2)	☐

Fragebogen bezüglich der Vermögenslage

	ja	nein
Sind Sie im Besitz von Mobilien ? (Geld, Ersparnisse, Aktien, Obligationen, usw.)	☐ (2)	☐
Sind Sie im Besitz von Immobilien im Grossherzogtum Luxemburg ? (Wohnhaus, sonstige Häuser, Ländereien, usw.)	☐ (4)	☐
Sind Sie im Besitz von Immobilien im Ausland ? (Wohnhaus, sonstige Häuser, Ländereien, usw.)	☐ (5)	☐
Haben Sie nach Erreichen Ihres 50. Lebensjahres oder im Zeitraum der letzten zehn Jahre eine Schenkung gemacht ?	☐ (6)	☐

Erkennungsnummer :	
--------------------	--

Auskünfte betreffend die Kinder der Haushaltsgemeinschaft

Name :		Vorname :	
Erkennungsnummer :			
Kinderzulage :	ja (2) ☐	nein ☐	
Andere Einkommen :	ja (2) ☐	nein ☐	

Name :		Vorname :	
Erkennungsnummer :			
Kinderzulage :	ja (2) ☐	nein ☐	
Andere Einkommen :	ja (2) ☐	nein ☐	

Name :		Vorname :	
Erkennungsnummer :			
Kinderzulage :	ja (2) ☐	nein ☐	
Andere Einkommen :	ja (2) ☐	nein ☐	

Name :		Vorname :	
Erkennungsnummer :			
Kinderzulage :	ja (2) ☐	nein ☐	
Andere Einkommen :	ja (2) ☐	nein ☐	

Name :		Vorname :	
Erkennungsnummer :			
Kinderzulage :	ja (2) ☐	nein ☐	
Andere Einkommen :	ja (2) ☐	nein ☐	

Name :		Vorname :	
Erkennungsnummer :			
Kinderzulage :	ja (2) ☐	nein ☐	
Andere Einkommen :	ja (2) ☐	nein ☐	

Anmerkungen

- (1) In diesem Falle ist die beiliegende Mietbescheinigung (Beilage B) vom Eigentümer auszufüllen und Zahlungsbelege der Miete sind dem Antrag beizufügen
- (2) Bitte einen aktuellen Zahlungsbeleg beifügen, welcher Auskunft über die Höhe des Einkommens gibt
- (3) Bitte eine Abschrift des Urteils sowie einen Zahlungsbeleg beifügen
- (4) Die Immobilien werden zwecks Rückerstattungsgarantie mit einer gesetzlichen Hypothek belastet
- (5) Bitte einen Beleg beifügen (Grundsteuerabrechnung)
- (6) Bitte eine Kopie des Schenkungsaktes beifügen

Wichtig

Diesem Antrag sind unbedingt eine von der Gemeinde ausgestellte **Aufenthaltsbescheinigung** und eine von der Gemeinde ausgestellte **Bescheinigung über Ihre Haushaltszusammensetzung** beizufügen.

Personen, welche die luxemburgische Nationalität nicht besitzen, müssen entweder eine **Einschreibebescheinigung (attestation d'enregistrement)** oder eine **Aufenthaltsgenehmigung** oder eine **Bescheinigung über das Statut des Flüchtlings** oder eine **Bescheinigung über das Statut des Staatenlosen** beifügen.

Datenschutz:

Das Gesetz vom 2. August 2002 betreffend den Schutz von Personen bezüglich ihrer Datenverarbeitung sieht vor, dass die im Formular gewünschten Angaben sowie die zur Bearbeitung Ihrer Akte notwendigen Daten nur zu diesem Zweck sowie zur Überprüfung der vom Nationalen Solidaritätsfonds gezahlten Leistungen dienen.

Gemäss Wortlaut des ersterwähnten Gesetzes ist das Recht auf Zugriff, Berichtigung und Aufhebung von Daten gewährleistet.

Unterzeichneter versichert, dass er alle Angaben nach bestem Wissen und Gewissen richtig und vollständig gemacht hat. Er ist sich der Verpflichtung bewusst, dass er innerhalb eines Monats dem Fonds alle Umstände zur Kenntnis zu bringen hat, die eine Änderung der Zulage nach sich ziehen könnten. Es ist ihm des weiteren bekannt, dass unvollständige und falsche Angaben entsprechend den Bestimmungen des Art. 29 des Gesetzes über den Solidaritätsfonds verfolgt und bestraft werden. (Gefängnisstrafe von 1 Monat bis zu 5 Jahren und Geldstrafen von 251 EUR bis 2.500 EUR).

Zu Unrecht gezahlte Leistungen müssen rückerstattet werden.

Luxemburg, den _____

Unterschrift des Antragstellers : _____

ANHANG 3

NÜTZLICHE ADRESSEN

Bei Fragen bzgl. Ihres Zuschusses wenden Sie sich bitte an den zuständigen Ansprechpartner beim

Fonds national de solidarité

8-10, rue de la Fonderie
BP 2411
L-1024 Luxemburg
T 49 10 81-1

Bei Fragen bzgl. Ihrer Eingliederungsentschädigung wenden Sie sich bitte an den zuständigen Ansprechpartner beim

Service national d'action sociale

12-14, avenue Emile Reuter
L-2420 Luxemburg
T 247-83636

Einspruchsinstanzen

Conseil arbitral de la sécurité sociale

16, bd de la Foire
L-1528 Luxemburg
T 45 32 86-1

Conseil supérieur de la sécurité sociale

14, avenue de la Gare
L-1610 Luxemburg
T 26 26 05 - 1

Agentur für Arbeit (ADEM)

Internetseite

www.adem.public.lu

Agenturen

Agence de Luxembourg • 10, rue Bender • L-1929 Luxemburg • T 247-85300
Agence d'Esch-sur-Alzette • 1, bd Porte de France • L-4360 Esch/Alzette • T 247-75400
Agence de Differdange • 23, Grand-rue • L-4575 Differdange • T 247-75350
Agence de Dudelange • 56, rue du Parc • L-3542 Dudelange • T 247-75470
Agence de Diekirch • 2, rue de Clairefontaine • L-9220 Diekirch • T 80 29 29-1
Agence de Wasserbillig • 44, Esplanade de la Moselle • L-6637 Wasserbillig • T 247-75390
Agence de Wiltz • 25, rue du Château • L-9516 Wiltz • T 247-75490

Sozialämter

Sozialamt	Gemeinden	Kontakt
Beaufort	Beaufort Bech Berdorf Consdorf Reisdorf	Maison Theis 8, rue de l'Auberge L-6315 Beaufort T 26 87 60 54 F 26 87 83 54
Bettembourg	Bettembourg Frisange Roeser	13, rue du Nord L-3261 Bettembourg T 26 51 66 51 T 26 51 66 52 T 26 51 66 53 T 26 51 66 54 osc@office-social-bfr.lu
Contern (Ieweschte Syrdall)	Contern Sandweiler Schuttrange Weiler-la-tour	(Aal Schoul de Contern) rue de Moutfort L-5310 Contern T 27 69 29 1 F 27 69 29 29
Differdange	Differdange	23, Grand-rue L-4575 Differdange T 58 77 11 550 F 58 77 11 563
Dudelange	Dudelange	Place de l'Hôtel de Ville L-3590 Dudelange T 51 61 21 1 F 51 61 21 703
Echternach	Echternach Rosport	10, rue Hoovelecker Buurchmauer L-6418 Echternach T 26 72 00 91 F 26 72 00 61
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	2, rue de l'Ecole L-4130 Esch-sur-Alzette T 54 73 83 222 T 54 73 83 223 F 54 35 73
Ettelbruck (Nordstad)	Bettendorf Bourscheid Colmar-Berg Diekirch Erpeldange Ettelbruck Feulen Mertzig Schieren	40, avenue Salentiny L-9080 Ettelbruck T 81 91 81 380 F 81 91 81 390

Sozialamt	Gemeinden	Kontakt
Grevenmacher	Biwer Flaxweiler Grevenmacher Manternach Mompach Mertert Wormeldange	6, place du Marché L-6755 Grevenmacher T 26 70 50 F 26 70 50 39
Hesperange	Hesperange	Maison « Um Maicher » 466, route de Thionville L-5886 Hesperange T 26 36 18 58 F 26 36 08 73
Hosingen (Resonord)	Clervaux Eschweiler Parc Hosingen Kiischpelt Putscheid Tandel Troisvierges Vianden Weiswampach Winrange	4, Résidence Al Post L-9806 Hosingen T 27 80 27 info@resonord.lu
Junglinster (Centrest)	Betzdorf Junglinster Niederanven	10, rue de Wormeldange L-6955 Rodenbourg T 77 03 45 20 T 77 03 45 22 F 77 03 45 45 office@centrest.lu
Käerjeng	Käerjeng	11, rue de la Résistance L-4942 Bascharage T 50 05 52 383 F 50 05 52 389
Kayl	Kayl Rumelange	1, rue de l'Eglise L-3636 Kayl T 56 66 66 276 F 56 66 66 279
Larochette	Aerenzdallgemeng Fischbach Heffingen Larochette Nommern Waldbillig	Bâtiment 25, Chemin J.A. Zinnen L-7626 Larochette T 26 87 00-23
Luxembourg	Luxembourg	24, Côte d'Eich L-1450 Luxembourg T 47 96 24 70 F 46 92 01

Sozialamt	Gemeinden	Kontakt
Mamer	Bertrange Dippach Kehlen Kopstal Leudelange Marner Reckange/Mess	18, rue des Maximins L-8247 Mamer T 26 11 37 1 F 26 11 37 37
Mersch	Bissen Boevange/Attert Lintgen Mersch Tuntange	35, rue de la Gare L-7535 Mersch T 26 32 58 1 F 26 32 58 33 info@osmersch.lu
Mondercange	Mondercange	Administration communale rue Arthur Thinnès L-3919 Mondercange T 55 05 74 82 T 55 05 74 35 F 55 05 74 55
Mondorf	Dalheim Mondorf-les-Bains	20, route de Luxembourg L-5634 Mondorf-les-bains T 23 60 55 62 F 23 60 55 69
Pétange	Pétange	35, rue JB Gillardin L-4735 Pétange T 26 50 83 25 T 26 50 83 21 T 26 50 83 20 T 26 50 83 24 F 26 50 83 26
Rédange	Beckerich ELL Grosbous Préizerdaul Rambrouch Rédange Saeul Useldange Vichten Wahl	Maison Worré 11, Grand-rue L-8510 Rédange-sur-Attert T 26 62 10 55 F 26 62 10 54 oscared@pt.lu
Remich	Bous Lenningen Remich Schengen Stadtbredimus Waldbredimus	« Résidence Maachergaass » 48, Quai de la Moselle L-5553 Remich T 26 66 00 37 T 621 25 23 23 F 26 66 00 37 50

Sozialamt	Gemeinden	Kontakt
Sanem	Sanem	60, rue de la Poste L-4477 Belvaux T 59 30 75 42
Schifflange	Schifflange	40, rue de l'Eglise L-3833 Schifflange T 54 50 61 1 F 54 35 97
Steinfort	Garnich Hobscheid Koerich Septfontaines Steinfort	Hôpital Intercommunal de Steinfort 1, rue de l'Hôpital L-8423 Steinfort T 26 30 56 38 F 26 30 56 37 direction@osrsteinfort.lu
Steinsel (OSSTEL0)	Lorentzweiler Steinsel	9, rue Paul Eyschen L-7317 Steinsel T 33 21 39 1 (Steinsel) T 33 72 68 1 (Lorentzweiler) F 33 25 13
Strassen	Strassen	203, route d'Arlon L-8011 Strassen T 31 98 77 T 31 02 62 477 F 31 02 62 444
Walferdange	Walferdange	Place de la Mairie, 1 L-7201 Walferdange T 33 01 44 224 T 33 01 44 279 F 33 01 44 251
Wiltz	Boulaide Esch-sur-Sûre Goesdorf Lac de la Haute Sûre Wiltz Winseler	16-18, rue des Tondeurs L-9570 Wiltz T 26 95 21 F 26 95 21 30 office.social@wiltz.lu

Centres médico-sociaux

Centre médico-social • 2, rue G. C. Marshall • L-2181 Luxembourg • T 48 83 33-1
 Centre médico-social • 61, avenue de la Gare • L-4130 Esch-sur-Alzette • T 54 46 46-1
 Centre médico-social • 2A, avenue Lucien Salentiny • L-9080 Ettelbruck • T 81 92 92-1
 Centre médico-social • 23, Grand-rue • L-4575 Differdange • T 58 56 58 / 58 82 94

Centre médico-social • 56, rue du Parc • L-3542 Dudelange • T 51 62 62-1
Centre médico-social • 56, rue Duchscher • L-6434 Echternach • T 72 03 02-1
Centre médico-social • 20, route du Vin • L-6794 Grevenmacher • T 75 82 81 1
Centre médico-social • 17, rue de la Gare • L-7535 Mersch • T 32 58 20
Centre médico-social • Maison Origer • 5, rue des Fleurs • L-9231 Diekirch • T 80 92 15
Centre médico-social • 4, av. Nic. Kreins • L-9536 Wiltz • T 95 83 09
Centre médico-social • 86, Grand-rue • L-9711 Clervaux • T 92 91 71
Centre médico-social • 74, Grand-rue • L-8510 Rédange-sur-Attert • T 23 62 16 28

Regionale Hilfsstellen (SAS)

Ministère de la Famille • 12-14, avenue Emile Reuter • L-2420 Luxembourg • T 247 83639
Centre médico-social Luxembourg • 2, rue G.C. Marshall • L-2181 Luxembourg • T 48 83 33 654
SAS/Caritas • 6, rue François Boch • L-1244 Luxembourg • T 26 97 68 43 - 40
Administration communale Bettembourg • BP 29 (13-15, rue du Château) • L-3201 Bettembourg
T 51 80 80 257
Centre médico-social Differdange • 23, Grand-rue • L-4575 Differdange • T 58 56 58
Office social Dudelange • 2, rue Karl Marx (bur. n° 1) - anc. bât. de police
L-3401 Dudelange • T 51 61 21 - 797
Office social Dudelange • Hôtel de Ville (2^{ème} étage, bur. n°214) • L-3401 Dudelange
T 51 61 21 - 727
Centre médico-social Echternach • 56, rue A. Duchscher • L-6434 Echternach • T 72 03 02 33
Centre médico-social Esch-sur-Alzette • 61, avenue de la Gare • L-4130 Esch-sur-Alzette
T 54 46 46 - 237
Office social Esch-sur-Alzette • 2, rue de l'école • L-4002 Esch-sur-Alzette
T 54 73 83 - 224
Office social Nordstad • 40, avenue Salentiny • L-9080 Ettelbruck • T 81 91 81 383
Centre médico-social Ettelbruck • 1, avenue J.-F. Kennedy • L-9053 Ettelbruck
T 81 92 92 38
Office social Pétange • 35, rue Gillardin • L-4735 Pétange • T 26 50 83 22
Centre médico-social Rédange • 74, Grand-rue • L-8510 Rédange/Attert • T 23 62 16 28 24
Centre médico-social Wiltz • 4, avenue Nicolas Kreins • L-9536 Wiltz • T 95 83 09 1

Droit de la sécurité sociale

Le revenu minimum garanti (RMG)

La présente brochure vous expliquera, de manière pratique et compréhensible, le contenu de la loi sur le revenu minimum garanti (RMG). La loi sur le revenu minimum garanti, qui date de 1986, a été modifiée plusieurs fois depuis son origine. Le revenu minimum garanti consiste en une indemnité d'insertion, une allocation complémentaire ou le paiement simultané des deux prestations. Il vous offre un soutien financier et social.

La publication vous indiquera si vous avez droit aux prestations du RMG, et dans l'affirmative, quelles démarches vous devez entreprendre pour en bénéficier. Elle est illustrée par des exemples concrets et contient une annexe avec des adresses utiles d'administrations et d'offices sociaux auprès desquels vous pouvez à tout moment demander conseil et aide.

Sozialversicherungsrecht

Das garantierte Mindesteinkommen (RMG)

Die vorliegende Broschüre soll Ihnen auf leicht verständliche Weise die Inhalte des Gesetzes über das garantierte Mindesteinkommen RMG erklären. Das erste Gesetz über das garantierte Mindesteinkommen RMG wurde 1986 verabschiedet und wurde seitdem mehrere Male geändert. Das garantierte Mindesteinkommen besteht aus einer Eingliederungsentschädigung, einem Zuschuss oder einer gleichzeitigen Zahlung von Eingliederungsentschädigung und Zuschuss. Es bietet Ihnen finanzielle und soziale Unterstützung.

Der Text erlaubt Ihnen zu erkennen, ob Sie die Bedingungen erfüllen, um die Leistungen der RMG-Gesetzgebung zu beanspruchen, und wie Sie vorgehen müssen, um diese Leistungen anzufordern. Konkrete Beispiele geben Aufschluss über die Berechnungen des Mindesteinkommens und im Anhang befindet sich eine Liste mit Adressen von Verwaltungen und Sozialämtern, bei denen Sie sich jederzeit Beratung und Hilfe holen können.

Diffusée par :

Librairie Um Fieldgen

3, rue Glesener - L-1631 Luxembourg
info@libuf.lu

Cette publication est également disponible au siège de la CSL.

Editée par :



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

18 rue Auguste Lumière L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200 F +352 27 494 250
cs@cs.l.lu www.cs.l.lu

Prix : 5 €

ISBN : 978-2-919888-77-3

